

VOIX

OUVRIERE



**LES GROUPES
POPULAIRES
FACE À
CENTRAIDE:
COMPROMISSION
OU MATURITÉ?**

**ENTREVUE AVEC
RENÉE B. DANDURAND:
CRISE DU MARIAGE ET
AUTONOMIE FINANCIÈRE**



UNE INFORMATION BRANCHÉE ET ACCESSIBLE

- Un numéro : 3,00 \$ (2,50 \$ + 0,50 de frais de poste)
- Abonnement d'un an (huit numéros) : 15 \$
- Abonnement de deux ans : 28 \$
- À l'étranger (un an) : 18 \$

Ci-inclus _____ \$ pour _____

Nom _____

Adresse _____

code postal _____

À l'ordre de : **Revue Vie Ouvrière.**
1212, rue Panet,
Montréal, Qc., H2L 2Y7
(514) 523-5998

Ne manquez pas en décembre

- Un dossier sur les 20 ans des cegeps
- Une entrevue avec les frères Boff sur l'avenir de la théologie de la libération

Des actions au cœur de la VIE

Au Centre St-Pierre, une équipe multidisciplinaire accompagne et soutient les groupes et les individus par des services et des ateliers de formation adaptés à leurs besoins.

Vous voulez plus d'information?

Contactez-nous.

1212, rue Panet
Montréal H2L 2Y7
(514) 524-3561

Entrevue 6

Assurer les risques sociaux du mariage et de la famille

Chercheuse à l'Institut québécois de recherche sur la culture, Renée B.-Dandurand s'est intéressée aux femmes cheffes de famille monoparentale.



Le choc des idées 10

Les prisons: construire ou démolir?

par Jean-Claude Bernheim

«La prison n'est pas LA solution préventive ou curative»... Les mesures alternatives devraient être davantage utilisées, principalement pour les infractions commises sans violence.

Vos lettres 4

En bref 12

Le Québec en couleur 13
par Pierre Viau

Le tour du Québec 22
par Jean Forest

Chronique insolente 23
par Nicole Brais

Bande dessinée 22
par Vivian Labrie

À l'oeil 38
par Henri Lamoureux

DOSSIER: 14

CENTRAIDE ET LES GROUPES POPULAIRES... COMPROMISSION OU MATURITÉ?

par Jean Robitaille, en collaboration avec Ginette Boyer et Jacques St-Amant

Levée de fonds annuelle de Centraide et évaluation des organismes subventionnés vont de pair. À Montréal, comme ailleurs, le travail des groupes communautaires dépend un peu — ou beaucoup — des résultats de ces deux opérations.

Après l'époque des conflits ouverts avec Centraide, on semble assister à des réajustements. Les réactions des groupes aux irritants demeurent fermes, mais les discussions ont pour l'instant pris la place des manifs.



En mouvements

Nouvelles générations autochtones — les luttes quittent les salons d'Ottawa 24

par Richard St-Pierre

Hors des salons feutrés d'Ottawa, les jeunes Autochtones portent le combat sur les territoires ancestraux et les rues des grandes villes.

Les valises toujours prêtes 26

par Josée Gauthier

Du rêve à la réalité du retour au Chili, il y a beaucoup plus qu'un pas.

Vivre en 1988

D'amour et d'eau franche 28

par Monique Tremblay

Les jeunes qui vivent en couple ont à faire face à des clichés vieux comme le monde.

Sur la planète

La conjoncture justifierait le recours à la violence armée 30

par Gilles Dugal

Renaud Bernardin, en entrevue, analyse de façon serrée la situation actuelle d'Haïti. Dans la lutte de libération il opte pour la voie démocratique. Il indique les pas à faire et les conditions de succès.

Courant d'Églises

Une première femme évêque dans la communion anglicane 32

par Jean Robitaille et Gilles Dugal

L'élection d'une femme à la dignité épiscopale cause des remous au sein de l'Église anglicane.

Accessible et optimiste

La revue Vie Ouvrière me plaît beaucoup; je la trouve accessible et elle me permet d'apprendre et de comprendre bien des choses sur l'actualité — j'ai particulièrement apprécié l'article «Plaidoyer pour les réfugiés» paru dans la revue de novembre.

J'aime aussi le ton «d'ouverture» et d'optimisme face à des réalités parfois, et même souvent, dures, appuyé par des ressources concrètes existantes pour le développement de l'humanité.

Catherine Benoist
Montréal

Développer un esprit critique

J'apprécie beaucoup la revue Vie Ouvrière. Elle est excellente pour nous mettre au courant de situations d'injustice ou de difficultés de relations. L'information donnée sur ce qui se vit ailleurs est aussi très valable pour prouver qu'ensemble on peut améliorer certaines situations. L'analyse sociale que vous faites m'aide à développer un esprit plus critique sur l'interaction des groupes dans la société.

Sr. Fernande Vermette, m.o.
Hull

Un œil sur le milieu populaire

Très bon travail. Lâchez pas. Je travaille en milieu syndical, j'aime voir ce qui se passe dans les groupes populaires et chez le peuple non organisé.

Yves Laneuville
Longueuil

Un ami de Vie Ouvrière

Jean-Marc Lebeau qui travaillait à titre de secrétaire aux questions sociales de la Conférence religieuse canadienne — section Québec, est décédé d'une crise cardiaque en août dernier. Ami et précieux collaborateur depuis longtemps à **Vie Ouvrière**, nous désirons lui rendre hommage. Voici donc un extrait d'une intervention faite par **Roger Poirier** lors de ses funérailles...

«Dans un premier temps, j'ai pensé que nous pourrions nous souvenir de l'itinéraire humain et spirituel de Jean-Marc. Les deux Paraboles tirées de Mathieu nous serviront de référence pour saisir ce que nous pourrions appeler sa spiritualité. Si nous avions demandé à Jean-Marc quelles paraboles il aurait aimé entendre aujourd'hui, il aurait pu choisir celles que nous avons entendues: l'intendant fidèle et le jugement dernier.

Sa fidélité à vivre au quotidien son amour de Dieu et du prochain s'est d'abord exprimée auprès de sa famille et de sa région de St-Jérôme, où il a commencé son action militante. C'est à la JOC qu'il a fait l'apprentissage du voir — juger — agir.

Son analyse sociale lui a permis de saisir ce qui se passait et ce qui se vivait dans la classe ouvrière. Puis il a ensuite compris que cette classe ouvrière devait, comme mouvement social, se solidariser avec ses propres organisations, qu'elles soient sociales, économiques ou politiques. Jean-Marc a donc milité à la JOC, au MTC, au mouvement syndical et aux partis politiques d'options socialistes. Sa solidarité s'étendait du local jusqu'à l'international.

C'est dans l'action catholique ouvrière qu'il a découvert et appris à connaître le Christ et son Église. Ses activités et tous ses engagements en ont été profondément marqués.

Sa foi profonde en l'Évangile et dans la classe ouvrière lui a permis de comprendre et d'interpréter les signes des temps, de saisir le vrai sens de l'Incarnation et de l'option préférentielle pour les pauvres. Sa pédagogie, pour vivre au quotidien et vérifier la pertinence de son analyse, était celle du voir — juger — agir. Il nous relançait régulièrement avec le carnet de faits, la carte relationnelle, la formation par l'action.

Jean-Marc voyait l'action de l'Esprit-Saint parce qu'il était capable de vivre l'amour fraternel au jour le jour, dans son entourage immédiat d'abord.

Il expliquait la réalité sociale et le cheminement des personnes à partir de l'amour dont il était capable.

Il est bon, aujourd'hui, malgré la peine que nous éprouvons, de nous rappeler ce que nous avons vécu avec lui...»

Roger Poirier

Revue Vie Ouvrière, 1212 Panet, Montréal, Qc. H2L 2Y7. Tél: (514) 523-5998.

VOLUME XXXVII numéro 213

Vie Ouvrière. Revue fondée en 1951, publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de position éditoriales n'engagent cependant pas ces organisations. Les articles n'engagent que leur auteur-e.

Directeur: Gilles Dugal. **Conseil de direction:** Raynald Labelle, Louise Lafortune, Monique Pellerin, Roger Poirier. **Rédactrice en chef:** Josée Gauthier. **Rédacteur adjoint:** Jean Robitaille **Conception visuelle, abonnements, tenue de livres:** Yolande Hébert-Azar. **Couverture:** Sylvie Daigle. **Bande dessinée:** Vivian Labrie.

Comité de rédaction: Jean-Guy Casaubon, Johanne Léveillé, Isabelle Drolet, Lorraine Guay, Claude Hardy, Raymond Levac, Nicole Brunet, Monique Tremblay. **Membres des sous-comités, Vivre en '88, En mouvements, Eglise, International et collaborations régulières:** Luce Bédard, Nicole Brais, Laurier Caron, Jacinthe Chicoine, Martine D'Amours, Josée Desrosiers, Danielle Forest, Jean Forest, Jocelyne Gamache, Claude Hardy, Jean-Guy Lacoursière, Diane Lalancette, Henri Lamoureux, Fabien Leboeuf, Lucie Lépine, Jean Ménard, Pierre Viau.

Imprimerie: Payette et Simms. **Photocomposition:** Tréma Inc. **Distribution:** Diffusion Parallèle, tél: (514) 525-2513. **Parution:** (8 numéros). **Abonnement régulier:** 15\$/an, de soutien: 20\$/an, 28\$/2 ans, à l'étranger: 18\$/an. **Commande de six abonnements et plus 12\$** chacun. **Parution:** numéro 213 au mois d'octobre.

Références: Les articles de la revue **Vie Ouvrière** sont répertoriés dans le répertoire analytique d'articles de revues (Points de repère). Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec ISSN 0229-3803. Courrier de deuxième classe, enregistrement no 0220.

Les réfugiés d'une planète qui rapetisse

Début septembre 1988 des centaines de Panaméens arrivent à Dorval pour demander le statut de réfugiés. Un an plus tôt 174 Sikhs avaient échoué sur une plage de Nouvelle-Écosse pour y demander aussi le statut de réfugiés. Et à l'été de 1986, c'étaient 152 Sri Lankais qui avaient été repêchés au large de Terre-Neuve avant de réclamer aussi la protection du Canada.

Comment le Canada a-t-il répondu à ces demandes? En 1986, par une déclaration généreuse du premier ministre Mulroney: «Le Canada a été bâti par des immigrants et des réfugiés, et ceux qui arrivent à bord de canaux de sauvetage au large de nos rives ne seront pas déportés»...

En 1987, en rappelant d'urgence le Parlement fédéral pour faire adopter une loi draconienne (la loi C-84) permettant, entre autres, de repousser en haute mer les bateaux qui tentaient d'amener au Canada des passagers irréguliers qui voudraient y demander le refuge. Et cette année, en imposant aux visiteurs Panaméens l'obligation d'un visa, comme on l'avait fait auparavant pour les Turcs, les Portugais, les Chiliens, les Guatémaltèques, les Sri Lankais et tant d'autres.

Vers un «ailleurs meilleur»

«Le Canada envahi par les demandeurs de refuge»? Il faudrait, de toute urgence, **remettre les choses en perspective!** Il est vrai que le nombre de demandeurs de refuge a considérablement augmenté au Canada depuis le début des années '80, passant d'environ 3 500 par an en 1981 à plus de 30 000 en 1988. Mais ce nombre demeure relativement faible par rapport à certains autres pays occidentaux (l'Allemagne de l'Ouest, par exemple, en recevait environ 100 000 par année) et totalement insignifiant par rapport à de nombreux pays pauvres du Tiers-Monde (le Pakistan accueille environ 3 millions de réfugiés, l'Iran environ 2,5 millions, le Soudan près d'un million). Mais plus profondément, il faut regarder pourquoi le

nombre de réfugiés grandit sans cesse à nos portes. Et pourquoi ce phénomène, loin d'être temporaire, va devenir de plus en plus pressant, et même explosif si nous ne savons pas y trouver des solutions **acceptables**.

Et d'abord qu'est-ce qu'un «réfugié»? Au-delà de la définition technique et restrictive de la Convention de Genève, la réalité concrète d'un réfugié ressemble beaucoup plus à la compréhension populaire qu'on s'en fait: c'est-à-dire une personne qui cherche à fuir une situation rendue très difficile ou intolérable dans son pays d'origine soit par la persécution individuelle, la répression généralisée, les conflits armés, la grande misère socio-économique, les cataclysmes naturels, etc.

Pourtant, ces situations intolérables ne sont pas nouvelles. Alors pourquoi y a-t-il de plus en plus de réfugiés? Tout simplement parce que notre planète rapetisse et qu'elle devient un grand village! Deux facteurs principaux accélèrent d'ailleurs le phénomène: l'accès de plus en plus généralisé à l'**information** et le développement des **moyens de transport**. Les hommes et les femmes qui vivent des situations intolérables dans n'importe quel pays du globe savent de plus en plus que cet intolérable n'est pas une fatalité et que la situation peut être meilleure ailleurs. La situation est bien différente d'il y a quelques décennies, l'avion, le bateau, le train rendent le voyage possible vers cet «ailleurs meilleur».

Et comme ces situations intolérables se situent surtout dans les pays du Tiers-Monde, et que cet ailleurs meilleur est surtout représenté, par les pays développés occidentaux, on comprend vite comment les pressions migratoires du Sud vers le Nord vont aller en grandissant. D'autant plus que la disproportion des nombres joue clairement en faveur du Sud.

Des ressources et des libertés repartagées

La distinction entre réfugiés et immigrants a tendance à s'estomper de plus

en plus. Non parce que «les demandeurs de refuge sont des fraudeurs qui veulent abuser de la générosité canadienne» (comme le discours gouvernemental le répète trop souvent) mais parce que le temps où les pays riches comme le Canada pouvaient, à leur gré, considérer l'immigration comme un robinet qu'on ouvrirait, plus ou moins grand, selon les besoins démographiques ou de main-d'oeuvre est bientôt révolu. Jusqu'ici, les pays riches ont considéré l'immigration comme un **privilège** qu'ils accordaient en fonction de leurs seuls besoins à eux. Dorénavant, et de plus en plus, ils devront tenir compte des besoins de ceux et celles qui frappent à leurs portes, fuyant des situations difficiles ou intolérables et réclamant une plus juste part de la liberté, du savoir, de la richesse.

Devant ces pressions montantes, les pays occidentaux ont choisi, depuis quelques années, de fermer peu à peu leurs portes. Les lois et les règlements sont devenus de plus en plus restrictifs, tant à l'égard des immigrants que des réfugiés. Le Canada, avec les deux projets de loi C-84 et C-55 finalement adoptés cet été, a choisi d'aller dans le même sens.

Pourtant, aucune loi restrictive ne parviendra à endiguer efficacement ce flot croissant de migrants et de réfugiés. L'histoire le montre à mesure que les pays riches ferment une porte par des visas, par exemple, ceux qui ont besoin de venir découvrent d'autres ouvertures: faux documents, voyages par transit.

La seule solution viable, est une redistribution plus équitable des ressources et des libertés dans ce grand village qu'est devenue la terre. Et c'est à cela que le gouvernement canadien doit accorder la priorité.

Nous acceptons volontairement, de partager ce qui fait du Canada ce pays auquel nous tenons tant (ses richesses, ses libertés, sa «paix sociale»), ou bien d'autres viendront eux-mêmes arracher leur part. ■

par l'équipe



Assurer les risques sociaux du mariage et de la famille



DENYSE GÉRIN-LAJOIE

Entre la garderie, les courses, le travail et le ménage, vous arrive-t-il d'être essouffée et de vous demander à quoi rime cette course folle? Pendant que votre gamin boucle sa valise après avoir passé la fin de semaine chez vous, pensez-vous parfois à tous ces discours alarmistes sur la dénatalité?

Le modèle dominant de la famille nucléaire avec mère-ménagère et père-pourvoyeur est sérieusement altéré par l'accroissement des séparations, des divorces, des unions libres et des naissances hors-mariage. Que signifie donc l'émergence d'un autre modèle, monoparental et matricentrique, c'est-à-dire avec des femmes à la tête de ces familles?

Renée B.-Dandurand, chercheure à l'Institut québécois de recherche sur la culture, s'intéresse depuis un bon moment à ces questions. Sous le titre **Des mères sans alliance**, elle publiera bientôt, avec Lise Saint-Jean, les résultats d'une recherche auprès de femmes cheffes de famille monoparentale, de même que **Le mariage en question**, un essai socio-historique sur l'évolution du mariage dans la société québécoise.

Une entrevue avec Renée B.-Dandurand

Propos recueillis par GINETTE BOYER

Depuis toujours ménagères?

V.O.: Les femmes qui ont des enfants ne sont-elles pas piégées de toutes parts? Rester à la maison pour s'occuper des enfants implique qu'elles deviennent du même coup financièrement dépendantes de leur conjoint ou de l'aide sociale et qu'elles se retrouvent handicapées par rapport au marché du travail. Par contre, s'accrocher à un travail salarié coûte que coûte, c'est intégrer la double tâche et souvent payer de sa santé cette course folle quotidienne.

R.D.: C'est clair qu'on est dans une période de transition des rôles. Autrefois, dans la société paysanne, les hommes et les femmes étaient davantage partenaires dans l'activité économique. C'est la société industrielle qui a placé les hommes et les femmes dans des lieux différents de travail: l'usine ou le bureau pour l'homme; la femme à la maison, où elle s'occupe presque exclusivement des enfants.

Les femmes ont toujours travaillé et elles n'ont pas toujours été seulement ménagères. La professionnalisation, en quelque sorte, du rôle de mère, par le biais des «sciences ménagères» et par la psychanalyse est relativement récente.

Au début des années '40, il y avait à peine 8% des femmes mariées qui étaient salariées alors qu'aujourd'hui, environ 60% d'entre elles occupent un emploi. Plus précisément, c'est plus de la moitié des femmes ayant des enfants de moins de six ans qui sont sur le marché du travail. Au cours des années '60 et même '70, les femmes avec de si jeunes enfants restaient encore le plus souvent à la maison avec eux.

C'est donc très récent que les jeunes mères travaillent de plus en plus à l'extérieur du foyer. Et en plus des tâches ménagères, l'entourage fait toujours pression pour qu'elles donnent les services que les femmes ont traditionnellement rendu au sein de la famille élargie: s'occuper d'un parent malade, par exemple. Sans compter que le travail à l'extérieur n'est pas toujours facile parce qu'elles ont souvent à s'introduire dans un milieu de culture masculine et à faire face à des critères très élevés de performance. Et comme on a appris aux petites filles à bien faire leur travail, les femmes «performant» bien.

Les femmes, comme individus, subissent donc des pressions de toutes

parts, des pressions très vives. C'est une question très vaste, qu'on n'a pas bien intégrée encore, donc difficile à cerner.

Vers un salaire au travail ménager?

V.O.: Dans ces conditions, n'est-il pas normal d'entendre de plus en plus de revendications autour d'un salaire au travail ménager?

R.D.: Je ne crois pas que les revendications pour le salaire au travail ménager soient d'abord issues des ménagères. On les voit principalement poindre en Italie, au milieu des années '70. Dans une perspective marxiste, on tente alors de faire reconnaître le travail des femmes à la maison, mais en faisant le parallèle entre «l'ouvrier» et «la ménagère» dans le système productif.

Les porte-parole du mouvement des femmes — souvent des femmes professionnelles et célibataires — ont longtemps été réticentes au salaire au travail ménager puisqu'elles préconisaient plutôt l'autonomie financière par le travail salarié. L'épisode des Yvette est un bel exemple des tiraillements entre ces deux approches.

Plutôt que de revendiquer étroitement le salaire à la ménagère, des groupes de femmes ont exigé une valorisation des tâches socialement attribuées aux femmes. Ici l'AFÉAS a axé ses revendications dans cette ligne, demandant par exemple l'accès au régime des rentes, la reconnaissance des acquis. C'est comme si elles disaient: «Mettons fin à cette séparation entre le monde domestique et le monde du travail et essayons de faire accéder les femmes qui sont dans le monde domestique aux droits et ressources que le marché dispense.»

V.O.: Dans la recherche que vous avez menée auprès de femmes cheffes de famille monoparentale de trois quartiers de Montréal -Outremont, Rosemont et Centre-Sud¹, la classe sociale intervenait de façon assez marquée dans la perception que ces femmes ont de leur travail et dans les revendications qui s'y rattachent...

R.D.: Les femmes cheffes de famille monoparentale ont ceci de particulier qu'elle doivent cumuler les deux fonctions qui, au XXe s., ont été attribuées sé-

parément aux femmes (materner) et aux hommes (être pourvoyeurs). Nous avons donc demandé à chacune comment elle définit son rôle de mère et pourquoi c'est à elle que les enfants ont été confiés plutôt qu'au père. Nous voulions également savoir comment chacune prévoit subvenir aux besoins de sa famille.

Les femmes les plus scolarisées voient davantage ce rôle comme imposé par la société. Dans les milieux moins favorisés, les femmes conçoivent la maternité comme un rôle spécifique des femmes, un rôle qui leur a toujours été attribué. Il leur paraît plus «normal» de s'occuper des enfants de façon exclusive.

V.O.: Comment expliquer ces différences?

R.D.: Il y a sans doute une influence des premières vagues du féminisme où l'on a cherché à montrer que les rôles féminins avaient surtout des composantes sociales. C'est d'ailleurs la fameuse phrase de Simone de Beauvoir: «On ne naît pas femme, on le devient». Les femmes de milieu favorisé ont probablement davantage interiorisé cette maxime. Cependant je crois que leur mère aurait répondu comme les femmes de milieu ouvrier.

Mais ce n'est pas seulement l'origine sociale qui compte, c'est aussi l'expérience bien concrète des femmes. Celles qui estiment qu'elles doivent aller chercher un salaire sur le marché du travail sont principalement celles qui sont davantage qualifiées et qui, par conséquent, peuvent aller gagner un salaire qui en vaut la peine.

Dans les quartiers Rosemont et Centre-Sud, même les femmes qui ont des qualifications comme secrétaire vivent souvent de l'aide sociale, parce que le salaire de secrétaire n'est pas un salaire qui fait vivre une famille. Si l'on soustrait tous les frais reliés à un emploi (transport, garderie, habillement), ce qui reste équivaut presque à une prestation d'aide sociale. Et l'on ne parle pas de toutes les autres qui sont des vendeuses, serveuses ou ouvrières, qui ont un travail qui rapporte encore moins que le métier de secrétaire.

Certaines diront: «Vous voulez qu'on élève des enfants et on est prêtes à le faire: le Bien-être, actuellement, nous subventionne comme mères de familles en train d'élever leurs enfants. S'il n'y a pas d'autres solutions, pourquoi l'Etat ne



JORGE GUERRA

nous laisse-t-il pas tranquille?» Il y a donc un certain nombre de femmes qui, si on leur offrait un salaire comme ménagère, le prendraient. D'autant qu'il n'y en a pas une qui trouve qu'elle reçoit injustement l'aide sociale: elles assument la tâche utile d'élever des enfants, elles n'abusent pas des ressources de la société.

Pour plusieurs de ces femmes, s'occuper de ses enfants est beaucoup plus valorisant que d'aller coudre des fermetures éclair en série toute la journée. On peut les comprendre.

Autonomes, du jour au lendemain

V.O.: Avec la réforme de l'aide sociale, ce choix-là est considérablement restreint: seules les femmes qui ont des enfants d'âge pré-scolaire pourront continuer de demeurer à la maison. Et elles ne seront pas sans subir de pressions pour participer aux différents programmes.

R.D.: Il faut bien comprendre que pour certaines femmes, les prestations d'aide sociale représentent déjà une amélioration de leur sort: souvent, en couple, elles n'avaient pas d'argent à elles. Ceci dit, je ne veux pas défendre ici le régime d'aide sociale: ce qui est terrible, c'est que ces femmes n'ont pas d'alternatives.

C'est une question difficile que j'ai examinée de tous les côtés, à partir de situations bien concrètes... J'en suis venue à me dire que l'aide sociale, c'est comme

l'avortement: ce n'est jamais une mesure idéale, mais c'est une mesure nécessaire, tant que l'autonomie financière des femmes ne sera pas assurée. Mais on ne pourra pas y arriver dans une seule génération! On nous a éduquées à accepter d'être économiquement dépendantes: il ne faut pas oublier que dans les années '60, les femmes étaient encore des mineures, juridiquement. Là, tout à coup, il faudrait que les femmes deviennent autonomes...

L'aide sociale doit rester là et assurer des conditions de vie décentes aux femmes qui vivent des risques au plan matrimonial, tout comme on a couvert les risques du marché du travail en mettant sur pied les programmes d'assurance-chômage et de santé-sécurité. Il y a des transformations du mariage et il faut que les risques qui s'y rapportent soient couverts collectivement. C'est un peu à ça, notamment, qu'a servi l'aide sociale.

La plupart du temps, on essaie de ramener ça à des problèmes privés, individuels, comme dans le cas de la violence conjugale par exemple. Or actuellement, les ruptures d'unions conjugales sont un problème de société.

V.O.: «Ces femmes n'ont pas beaucoup d'alternatives» avez-vous dit. Mais est-ce que les femmes que vous avez rencontrées envisageaient, elles, des avenues pour s'en sortir?

R.D.: Oui. D'ailleurs, ce qui m'a beau-

coup frappée, c'est que les femmes des milieux populaires définissent beaucoup plus les problèmes qu'elles vivent comme des problèmes collectifs, des problèmes de femmes. Dans les milieux plus aisés, on les aborde davantage en termes individuels.

De fait, lorsque je leur ai demandé quelles solutions elles préconisaient pour résoudre leur situation, les femmes des milieux populaires me répondaient, de façon très significative, par le «nous». Elles ont une compréhension bien claire du destin commun des femmes alors que des femmes plus aisées continuent de se dire: «Je peux peut-être m'en sortir... Il n'en tient qu'à moi de faire une job d'homme et de m'en tirer aussi bien que n'importe quel homme...»

Crise de la famille, crise de la conjugalité

V.O.: La dénatalité fait les manchettes. La politique familiale se fait attendre. Les dernières mesures du budget Lévesque sont largement insuffisantes, vous les avez d'ailleurs étudiées de près². Comment envisagez-vous l'avenir?

R.D.: La dénatalité peut être conçue comme une menace pour une société comme la nôtre. Mais les mesures à prendre ne doivent pas aller à l'encontre de la liberté élémentaire sur leur propre corps que les

femmes ont déjà gagné. D'ailleurs, la dénatalité est liée à la généralisation des petites familles, et ce n'est pas surtout le «désir» d'avoir des enfants qui est en cause. Lorsqu'on les interroge, la plupart des femmes répondent qu'elles seraient pré-

tes à avoir des enfants mais qu'on devrait les aider davantage à assumer ces responsabilités. En fait, depuis la dernière guerre, il y a un plus grand nombre de femmes qui ont des enfants mais elles en ont nettement moins.

Il n'y a donc pas nécessairement une crise de la famille. Il s'agit davantage d'une crise du mariage, de la conjugalité. Le lien des femmes aux enfants n'est pas en défaveur. Le lien des pères avec leurs enfants, c'est autre chose: ça fait un bout de temps que les pères sont absents: dans la société industrielle, les hommes ont été très coupés des enfants. Par comparaison, dans la société paysanne ou chez les artisans, les pères s'occupaient au moins de préparer leurs fils à exercer leur métier.

Aux séparations et aux divorces, il faut ajouter la multiplication des unions libres, qui se veulent un effort pour construire un autre rapport conjugal, plus égalitaire, même si on n'y arrive pas... Les naissances hors mariage sont passées de 3% en 1960 à 25% en 1985.

V.O.: On absorbe donc beaucoup de changements importants en peu de temps...

R.D.: C'est énorme. Le mariage n'a pas subi une telle désaffection en Occident depuis le Moyen-Âge. Alors on ne peut pas s'attendre à ce que ce soit facile... ni à trouver des solutions rapidement. Ça implique beaucoup d'ajustements à faire au sein des institutions et ça provoque nécessairement beaucoup de détresses individuelles...

Ruth Bénédict, une anthropologue américaine des années '30 disait que l'examen des autres sociétés fait que des écaillures tombent de nos yeux et nous permet de voir beaucoup mieux notre propre société.

Les relations entre les hommes et les femmes, le mariage, la famille, sont des questions dont nous sommes tellement imprégnées que nous ne voyons pas nos propres contradictions là-dedans... jusqu'à ce que nous fassions des découvertes qui nous apparaîtront par la suite tellement évidentes! ■

Des mères sans alliance¹

DES MERES SANS ALLIANCE¹

Toujours l'amour!

«La femme le porte, l'enfant, c'est elle qui s'en occupe... le père..., c'est rare. La femme sait que l'homme n'a pas assez d'amour et de patience pour s'occuper des enfants... Nous autres, on est nées avec le mot amour. Regarde comme ma mère m'a aimée, et moi, j'aime mon enfant. Toujours l'amour!»

Doris, séparée de fait, mère d'un enfant, Centre-Sud

Une mauvaise mère?

«La société impose aux femmes de garder leurs enfants d'une certaine façon et ça, c'est intériorisé par les femmes: elles se sentent obligées. Elles se disent: «Qu'est-ce que les gens vont dire? Que je suis une mauvaise mère?» C'est pas pour rien que les juges pensent que les enfants sont mieux avec la mère.»

Catherine, divorcée, mère de trois enfants, Outremont.

Nos valeurs à nous autres

«Nous les femmes, on est à la recherche de nos valeurs à nous autres... On a eu des valeurs imposées, ancrées, mais là-dedans il y a des choses valables, qu'on veut conserver. Par exemple, le sens de la responsabilité affective. Je veux pas qu'on le perde. Les hommes, on leur demande surtout d'assumer la responsabilité financière. Il est temps que ça soit pas rien que les femmes qui se sentent liées par des responsabilités affectives.»

Nathalie, séparée d'union libre, mère d'un enfant, Rosemont.

Débrouillez-vous!

«C'est difficile pour les femmes chez qui on a valorisé la soumission, le manque d'autonomie, de leur dire: «Débrouillez-vous comme des chefs de foyer et soyez à la fois homme et femme.» Ça s'apprend pas du jour au lendemain. C'est illogique.»

Catherine, Outremont

Quand je serai prête

«...le Bien-Etre, ils sont bien mieux de nous payer pour élever nos enfants. Ça leur coûte bien moins cher que les familles d'accueil... Moi, quand je vais être prête à aller travailler, je vais y aller.»

Doris, Centre-Sud

Comme si on n'était rien

« Nous autres, les femmes seules avec nos enfants, c'est comme si on n'était rien, parce qu'on n'a pas de mari. On se sent comme une catégorie à part. On est du monde comme tout le monde... Il devrait y en avoir un petit plus pour nous autres.»

Danielle, mère de trois enfants, Rosemont

1. Pour prendre connaissance des premiers résultats de cette enquête, on pourra consulter un article de Renée B. Dandurand, «Identité sociale et maternité sans alliance», paru dans la revue **Questions de culture**, no 9 Institut québécois de recherche sur la culture, 1986. C'est d'ailleurs de cet article que sont tirés les témoignages qui illustrent cette entrevue.

2. En compagnie de Marianne Kampeneers et de Céline LeBourdais, Renée B. Dandurand a publié une série d'articles intitulée «Un budget familial?» dans **La Presse**, du 1er au 4 août dernier.

Les prisons:

construire ou démolir?

par JEAN-CLAUDE BERNHEIM

Les prisons débordent et le taux de criminalité augmente. Que faire? Pour certains la solution est simple: constructions de nouveaux établissements pénitenciers. Mais un séjour en prison permet-il réellement la réhabilitation ou s'il n'encourage pas plutôt à la criminalité? D'autres proposent alors des méthodes originales où les nouvelles technologies sont mises à profit. Des gens reconnus coupables de crimes non-violents sont laissés en liberté... surveillés au moyen d'un bracelet électronique qui les garde «enchaînés» au poste de police. D'autres enfin, remettent globalement en question notre système judiciaire et carcéral qui ne s'attaque pas aux causes de la criminalité.

Dans le cadre de cette chronique, **Vie Ouvrière** lance donc le débat: Pour ou contre les prisons? Et nous l'abordons dans ce numéro en donnant la parole à Jean-Claude Bernheim de l'Office des droits des détenus.

Le 30 août dernier, le Comité parlementaire de la Justice et du Solliciteur général, présidé par le député conservateur David Daubney, déposait son rapport sur son étude du système carcéral fédéral.

En conclusion de leur analyse, les membres du comité estiment que l'emprisonnement est une mesure coûteuse et inefficace, qui «n'a pas eu pour effet de réadapter ou de réformer les délinquants, ne s'est pas révélée très dissuasive et n'a permis que temporairement de protéger la société». En conséquence, ils proposent que «les ressources du système carcéral — qui coûte cher — soient réservées aux cas les plus graves».

Finalement, pour le Comité, les mesures alternatives à l'emprisonnement devraient être davantage utilisées, principalement dans le cas des infractions qui n'ont pas été commises avec violence.

Pourtant, ce sont ces mêmes députés conservateurs qui ont ordonné la construction du pénitencier de Port-Cartier et qui viennent tout juste d'annoncer l'érec-

tion d'une nouvelle institution carcérale à Harbour Grace (Terre-Neuve). Et dans les deux cas, c'est pour des raisons uniquement économiques que les décisions ont été prises. D'ailleurs, en 1984, le Rapport Carson, affirmait «qu'un coup d'oeil rétrospectif sur les établissements correctionnels du Canada montre que le choix de leur emplacement, leur construction et leur exploitation ont été guidés plus par un besoin de développement économique régional que par le souci de satisfaire le plus possible aux besoins en programmes du système». (p.47)

Quant aux divergences entre les partis politiques, elles ne se situent qu'en rapport avec le lieu des constructions et non pas sur le principe de ces constructions. En effet, les pénitenciers de Port-Cartier et de Harbour Grace avaient déjà été envisagés, mais dans des circonscriptions libérales, à l'époque où ce parti était au pouvoir. Pour l'instant, seul le parti néo-démocrate parle d'une éventuelle politique plus conforme aux analyses qui remettent en cause l'emploi systématique

de l'emprisonnement pour des infractions non-violentes, comme le vol à l'étalage, le non-paiement d'amende, etc...

Les prisons ont un rôle éminemment politique

Ainsi, il est clair que la construction des pénitenciers n'a pas pour objectif d'assurer la sécurité du public. Alors, quelles sont les véritables motivations qui fondent ces décisions de multiplier les centres de détention, ayant pour effet de provoquer une augmentation du taux d'incarcération et un élargissement du contrôle social?

À notre avis, les prisons et les pénitenciers ont un rôle, d'abord et avant tout, éminemment politique. En effet, le discours des tenants du pouvoir justifie notre système judiciaire et carcéral, afin de réprimer des comportements que la société réprovoque très fortement, par exemple le vol et l'homicide. Mais qu'en est-il réellement?

Le vol se définit comme étant le fait de s'emparer du bien d'autrui, par la force ou à son insu; action qui consiste à prendre frauduleusement le bien d'autrui. Donc, en principe, notre société démocratique réprovoque le vol et le sanctionne. Dans les faits, comment les choses se passent-elles? Si, par exemple, vous vous faites prendre à commettre un vol à l'étalage, vous serez alors incarcéré. De toute façon, quelle que soit l'issue de votre cause vous serez affligé d'un casier judiciaire pour le reste de vos jours.

Par contre, au lieu d'être un citoyen ordinaire, sans pouvoir politique, économique ou judiciaire, vous êtes actionnaire ou propriétaire d'une institution commerciale qui pratique la publicité trompeuse régulièrement, comme le faisait Miracle Mart; que vous arrivera-t-il? Rien.



En effet, vous ne serez pas inquiété par le procureur de la couronne et aucune accusation en vertu du Code criminel ne sera portée contre vous. Votre commerce sera de son côté poursuivi en vertu de la loi sur les pratiques commerciales... Si condamnation il y a, la sanction est une amende relativement faible et, de toute façon, comptabilisée dans les profits et pertes et ainsi assumée par les futurs consommateurs.

Pour ce qui est de l'homicide, si vous êtes un bras armé du pouvoir, vous pouvez impunément abattre d'une balle dans le dos ou dans le front un citoyen qui ne menace la vie de qui que ce soit, le Code criminel vous protège; même plus, il vous en donne le pouvoir. Si vous êtes un dirigeant d'entreprise qui rognez sur les normes de sécurité pour augmenter vos profits et qu'il y a mort d'homme, toutes les instances judiciaires vont vous protéger. À la rigueur, on vous condamnera à une amende ou à des dommages-intérêts. Par contre, si vous êtes une personne sans pouvoir et que l'on tient responsable de la mort de quelqu'un, vous serez traité sans pitié. Le deux poids deux mesures ne fait aucun doute, encore une fois.

L'incarcération contribue à la criminalité

L'usage de l'incarcération n'a d'autre but véritable que d'assurer le contrôle social des contrevenants et de leurs familles par les pouvoirs. En effet, les conséquences négatives de l'emprisonnement sont connues depuis longtemps. En ce qui concerne les effets positifs, ceux qui peuvent être invoqués ne sont que temporaires. L'incarcération ne s'attaque pas aux causes de la criminalité, au contraire elle y contribue.

Mais que faites-vous de ceux et celles qui commettent des crimes violents, tels le meurtre, le viol, l'homicide involontaire, les voies de fait sur les enfants et les femmes, me direz-vous? Pour être honnête, je vous répondrai que je n'ai pas de solutions toutes faites. Par contre, je peux vous dire qu'il n'y a pas une solution à ces drames, la plupart étant commis par des personnes qui connaissent, sinon qui vivent avec leur victime, révélant ainsi une situation interpersonnelle dégradée. Une chose est acquise, la prison n'est pas LA solution préventive ou curative.

Alors, revendiquer l'abolition des prisons n'est pas une aberration, mais plutôt une conclusion qui s'impose d'emblée quand on voit à qui et à quoi elles servent. La criminalité est une réalité incontournable à laquelle il faut trouver des solutions humaines et justes pour toutes et tous. L'esclavage était et est encore en certains endroits une réalité, mais pourtant son abolition a été réalisée dans les sociétés occidentales malgré le caractère utopique qu'on lui prêtait à l'époque. Rien ne permet de croire qu'il n'en est pas de même aujourd'hui pour l'abolition des prisons.

N'oublions pas que dans les sociétés totalitaires, de gauche ou de droite, les prisons qui servaient à incarcérer les prisonniers dits de droit commun sont rapidement converties en lieu de détention pour les prisonniers dits politiques. Ne serait-ce pas que tous les détenu-e-s sont des prisonniers politiques, mais que les raisons politiques qui motivent leur incarcération varient en fonction de la situation sociale et du régime politique en place? ■

Jean-Claude Bernheim, de l'Office des Droits des Détenu-e-s du Québec.

Afrique australe: État de siège

En route vers le Swaziland, David, un enfant noir de six ou sept ans, a été blessé au genou par un obus; atteinte en plein dos, sa mère a été tuée instantanément. Victimes de la guerre de l'Afrique du Sud, 870 000 Mozambicains se sont enfuis de leur foyer pour devenir des réfugiés dans d'autres pays. Depuis des dizaines d'années, l'Afrique du Sud exploite toute l'Afrique australe dans l'intérêt de ses propres gains économiques en protégeant son système d'apartheid. Par la confusion semée dans les pays avoisinants, l'Afrique du Sud cherche à convaincre le monde que les Noirs ne sont pas aptes à se gouverner eux-mêmes. Malgré la guerre, neuf pays d'Afrique australe se sont engagés à accélérer le développement économique et à promouvoir l'autosuffisance commune dans cette région. Pour cela, ils ont formé la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC).

Le 10 décembre 1988, Développement et Paix organisera des vigiles de prières en faveur des peuples d'Afrique australe. À la même date, une délégation de l'organisme rencontrera le ministre canadien des Affaires étrangères. On profitera de l'occasion pour lui remettre des cartes de protestation si-

gnées pendant la campagne. Il est bon de rappeler que les cartes disponibles à Développement et Paix doivent y être retournées avant le 1er décembre. Pour plus d'information: Développement et Paix de votre région au 2111, rue Centre, Montréal, Qué. H3K 1J5. Tél: (514) 932-5136.

Non aux vacances au noir

Les jeunes sont-ils trop jeunes pour avoir droit à des vacances? Pour répondre à la question, 129 jeunes travailleuses et travailleurs avec ou sans emploi «se sont payé» une fin de semaine de vacances bien méritées. Dans le cadre du 10e rallye camping national organisé par la Jeunesse ouvrière chrétienne, à la mi-août, ce sont des voix principalement québécoises mais aussi belges et suisses qui ont crié «non aux vacances au noir». Leur manifeste est explicite. On peut entre autres y lire: Nous voulons décerner un «prix citron»:

- à toutes ces entreprises qui développent le travail à temps partiel, temporaire, sur appel et au noir et qui ont «troqué» nos vacances et nos congés hebdomadaires pour être en disponibilité, proches du téléphone;
- à tous nos bureaux de chômage et d'aide sociale qui nous obligent à prendre des vacances au noir;

— aux gouvernements du Québec et du Canada qui développent les projets d'emploi à court terme et qui encouragent les agences de placements privées. Ces politiques nous isolent et nous empêchent d'avoir des vacances et des temps de repos collectifs.»

Qui a dit qu'il n'y avait pas de relève? S'il reste des sceptiques, ils seront «confondus-du-du» en lisant le manifeste intitulé «T'as pogné une «job citron»? Empresse-toi de la dénoncer!».

On rejoint le secrétariat national de la JOC au 3119, rue Monsabré, Montréal, H1N 2L3. Tél: (514) 265-7374.

Un vote pour la paix

Profiter de la prochaine élection fédérale pour mettre le Canada à l'avant-garde du mouvement mondial pour la paix, voilà l'invitation de la campagne d'engagement pour la paix à laquelle adhèrent plus de 130 organismes à vocation pacifiste. Une carte-pétition circule actuellement à travers tout le Canada. Les signataires s'engagent à ne voter que pour les candidats-e-s qui s'appliqueront à mettre fin à l'adhésion du Canada à la course aux armements. Pour les connaître, une enquête sur la paix sera menée par des bénévoles qui en feront parvenir les résultats aux signataires de la requête. Le jour

du scrutin, il sera donc moins dangereux de faire un mauvais choix!

Le Canada doit choisir. Il peut prêter son concours à la fabrication, l'essai et le déploiement de systèmes nucléaires toujours de plus en plus nombreux ou contribuer à la paix mondiale et au désarmement nucléaire à partir de **maintenant!**

Pour obtenir copie de la pétition, s'adresser à: La campagne d'engagement pour la paix-Québec, 381 avenue Elm, Montréal H3Z 1Z4. Tél: (514) 845-8026 ou 933-8134.

Le local en action

Souvent méconnues, les initiatives de développement économique issues de la base feront l'objet d'une rencontre internationale, du 7 au 10 décembre prochain, à Montréal. Intitulé «Le local en action», le colloque réunira des gens d'Europe et d'Amérique du Nord. Même s'il s'agit d'une première expérience, l'idée a vite rallié les troupes et les places s'annoncent déjà limitées. Pour plus de détails: Institut de formation en développement économique communautaire (IFDEC), 2561 rue Centre, Montréal, H3K 1J9. Tél: (514) 931-5737

par PIERRE VIAU

Vie quotidienne du peuple Cambodgien

Être cambodgien, d'origine paysanne, repartir à neuf à Montréal après des années dans un camp en Thaïlande, c'est le choc des cultures et des émotions, des espoirs et des craintes, des surprises et des nostalgies, des retrouvailles et de la solitude.

Yun a 26 ans, fréquente aujourd'hui une école pour adulte et espère bien terminer son secondaire V cette année. Mais depuis 1975, la route a été bien longue, tissée d'angoisses mais surtout inspirée d'un indicible instinct de vivre

Sous le gouvernement de Pol Pot, Yun a 13 ans. Il voit disparaître les gens instruits: professeurs, artistes, intellectuels, militaires, etc. Les familles paysannes sont démembrées. On disperse père, mère, frères soeurs dans des régions différentes. Yun ne comprend pas, mais il devine que quelque chose ne tourne pas rond. Comme d'autres, il part, dans la forêt, vers la frontière Thaïlandaise, avec un peu de provisions. Ils partent par groupe de dix, trois réussissent, peut-être, à rejoindre le pays voisin. Avec son oncle, Yun y est finalement parvenu. Mais son frère jumeau, au départ avec eux, est disparu dans la forêt.

Les khmers, peuple du Cambodge, portent de profondes blessures: 3 000 000 de morts sous le régime de Pol Pot, pays aujourd'hui occupé par l'armée vietnamienne (120 000 militaires), des dizaines de milliers entassés dans des camps de

réfugié-e-s. La plus grande ville cambodgienne, après la capitale Pnom Penh, a un nom bien glacial: «Site Two», en Thaïlande, un camp qui regroupe 200 000 khmers. Le gouvernement thaïlandais ne s'empresse pas de les reconnaître comme réfugiés et le travail du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés y est d'autant plus difficile. En certains milieux, on soutient que le gouvernement de Bangkok espère ainsi que les camps servent de «réservoir» pour les forces politiques opposées au régime de Pnom Penh.

Yun a vécu cinq ans dans un de ces camps. Un jour, il y retrouve deux de ses frères et leurs conjointes. En 1980, sept familles québécoises de Montréal les parrainent. Yun a 18 ans et arrive ici. «Après six mois au COFI¹, souligne-t-il, je dis des mots en français. Quant à lire et à écrire, c'est une autre histoire». Mais, au fond, le travail n'exige pas de savoir communiquer: aide-cuisinier dans un grand snack-bar, sept jours par semaine! Grâce à l'aide d'un ami, trois mois plus tard, il travaillera dans une entreprise de nettoyage de vêtements. Il y a une quarantaine d'employés. Yun apprend des nouveaux mots: le «boss» oblige à faire de l'«overtime»! Pour perfectionner son français, Yun se fie à ses amis au travail et aux voisins de son appartement.

«Tu travailles beaucoup, trop même, dit Yun. Mais pour arriver, y a pas moyen de faire autrement.»

Khmers et mère

Mais travailler à l'extérieur pour une cambodgienne mè-

re de famille est bien difficile. Confier ses enfants à une garderie ou à une autre personne ne va pas de soi. C'est contraire aux coutumes familiales. Un bon nombre d'entre elles travaillent dans l'industrie de la confection, donc à la maison et payées à la pièce. En plus de la garde des enfants, les heures de travail sont très longues, tard la nuit et tôt le matin quand les enfants dorment.

Selon les statistiques officielles, il y aurait 4 000 khmers dans la région métropolitaine. Mais des responsables de cette communauté estiment qu'ils sont environ 7 000. 35% habitent Ville Saint-Laurent et d'autres s'installent dans les quartiers de Montréal déjà connus pour leur caractéristique multi-ethnique: Parc-Extension, Côte-des-Neiges et Saint-Michel.

Et les profondes nostalgies...

Le choc des cultures traverse celui des générations. À titre d'exemple: une jeune femme, pas encore mariée, ne peut sortir de la maison sans l'autorisation des parents. Certaines tensions surgissent. Ou encore, «se donner un bec», qui demeure un geste réservé aux conjoints ou aux parents envers leurs enfants. Les jeunes khmers qui grandissent ici et ont des amis de diverses communautés culturelles apportent bien involontairement des soucis à leurs aînés. Le conflit de valeurs différentes tissent le quotidien des hommes et des femmes khmers, jeunes et moins jeunes.

Toutefois une réalité commune alimente un fort sentiment d'appartenance au

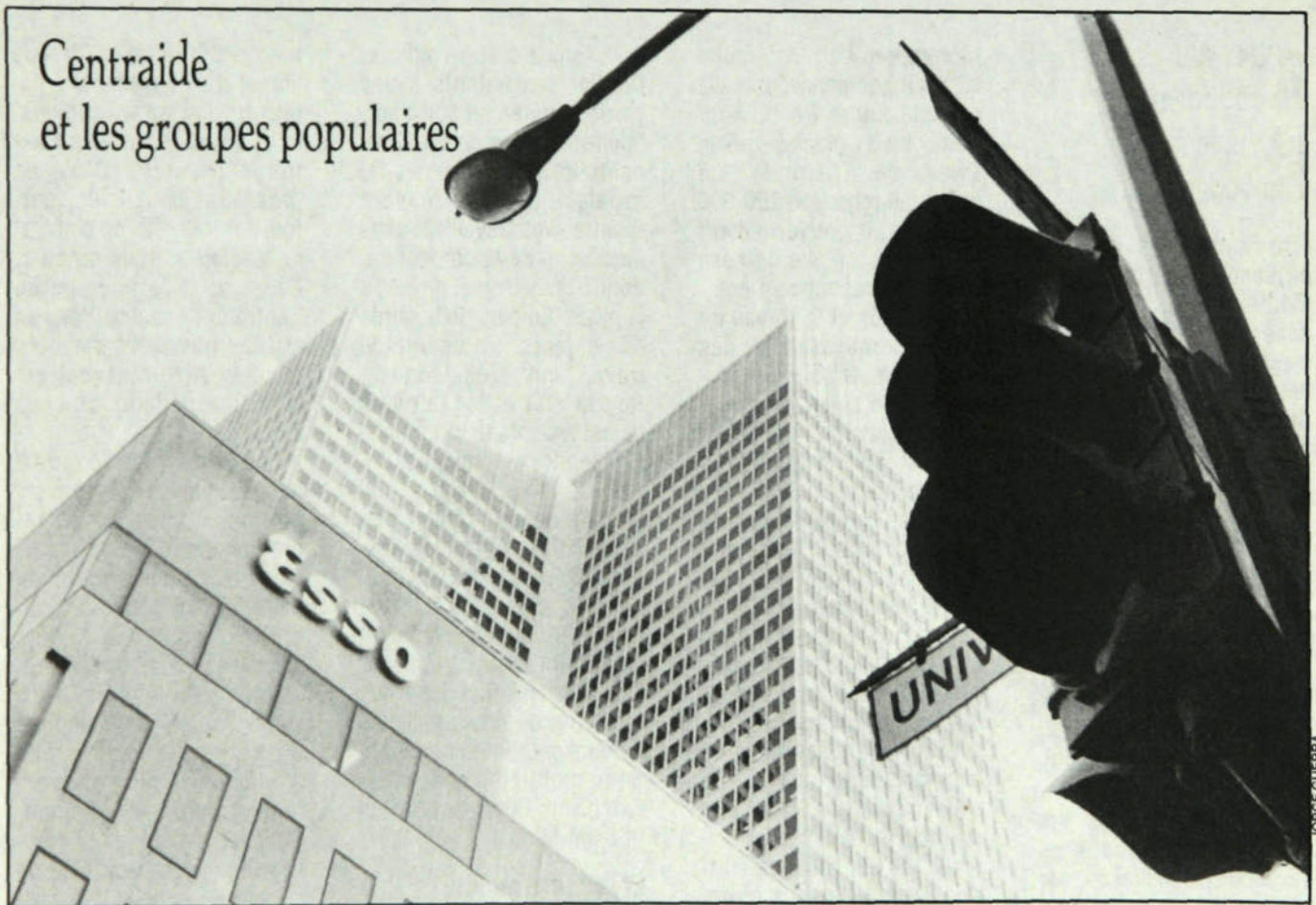
pays d'origine. Chaque khmer d'ici a un proche parent, un ami, un voisin disparu ou vivant là-bas dans l'extrême pauvreté. D'où les profondes nostalgies, parfois des journées de peine et de douleurs. Mais en plus, l'énergie et le courage de l'entraide. Comme Yen, ils et elles travaillent dur, très dur pour vivre ici et soulager la misère de leurs proches là-bas.

Les khmers de Montréal ont mis sur pied quelques organisations et lieux de regroupement. Le plus important est sans doute la pagode des khmers bouddhistes, située rue Nancy, endroit de prière, de rassemblements et de fêtes. Il y a aussi deux associations d'entraide funéraire afin d'honorer les personnes défuntées, selon la tradition. Trois fois par année, les jeunes organisent des fêtes de retrouvailles pour l'ensemble de la communauté. Deux moments sont particulièrement significatifs pour le peuple cambodgien, ici ou ailleurs: le Nouvel An, célébré en avril et la Fête des morts en septembre.

Enfin, la communauté khmer offre des services de traductions, d'orientation, de conseil juridique. Mais l'un des programmes les plus importants est celui des cours de rattrapage scolaire aux niveaux primaire et secondaire. Car on constate une hausse dramatique des décrocheurs cambodgiens. 60% quittent l'école secondaire pour leurs difficultés, entre autres, à maîtriser l'esprit et la structure de la langue française.

1. COFI: Centre d'orientation et de formation pour immigrants.

Centraide et les groupes populaires



Des compagnies financent... et posent des conditions?

Compromission ou Maturité?

Vous avez été sollicités pour contribuer à Centraide. Vous avez vu le logo de Centraide affiché dans le local d'un organisme communautaire. Depuis quelques semaines, vous pouvez suivre l'évolution du thermomètre de Centraide grimpé jour après jour en page deux de **La Presse**.

La campagne de levée de fonds annuelle de Centraide Montréal elle, tire à sa fin. En même temps, les bénévoles de Centraide visitent des dizaines d'organismes pour les évaluer. Le travail de plus de deux cents groupes communautaires dépend un peu — ou beaucoup — des résultats de ces deux opérations.

Il n'est donc pas étonnant qu'on entende parler de Centraide un peu partout. Et notamment dans le réseau communautaire, à Montréal comme ailleurs, où les commentaires n'ont pas toujours été enthousiastes, disons...

Après l'époque des conflits ouverts avec Centraide on semble assister à des réajustements. Les réactions des groupes aux irritants demeurent fermes, mais les discussions ont pour l'instant pris la place des manifs.

On s'interroge sur la juste place des organismes au sein du fonctionnement du bailleur de fonds. Compromission ou maturité?

Un dossier produit par Jean Robitaille en collaboration avec Jacques St-Amant et Ginette Boyer.

Connaître Centraide au-delà de son thermomètre...



Comme il est inconfortable de dépendre de quelqu'un qu'on craint et que cette relation a existé — et subsiste toujours, il n'est pas surprenant que les relations entre les organismes subventionnés et Centraide aient soulevé des malaises.

En même temps, on sent des changements, à Centraide comme au sein des organismes financés. On ne sait trop vers quoi tout cela pourrait évoluer. Il n'est d'ailleurs pas toujours évident qu'on sache très bien où on en est, ni d'où on vient.

Pour permettre aux témoins de ces relations comme à leurs participants de mieux comprendre les enjeux des relations entre Centraide Montréal et les «agences»¹, il faut rappeler un certain nombre de choses. Et d'abord, il faudrait

bien identifier les acteurs. On pourra ensuite se pencher sur leurs relations et sur les questions de fond qu'elles soulèvent.

Pour ce faire nous avons réuni autour d'une table-ronde cinq personnes en relation avec Centraide:

Dominique Boisvert, travaille au comité consultatif sur le statut de réfugié et est un ancien membre du comité de promotion sociale de Centraide ('78-'80);

Lyse Brunet, a travaillé à l'R des centres de femmes, est présentement à la Société Elyzabeth Fry et elle est membre du comité de promotion sociale;

Guy Cousineau, secrétaire-général du Conseil du travail de Montréal, membre

du C.A. de Centraide et du cabinet de Campagne;

René Doré, formateur au Centre de formation populaire participe à un regroupement des organismes de promotion sociale financés par Centraide;

Michel Messier, coordonnateur de l'ACEF, il est aussi du regroupement des organismes de promotion sociale et membre du comité organisateur de la troisième conférence des agences de Centraide.

1. On utilise souvent le mot «agence» pour désigner les organismes subventionnés par Centraide; c'est cependant un anglicisme qu'on devrait bannir.

L'impossible équilibre

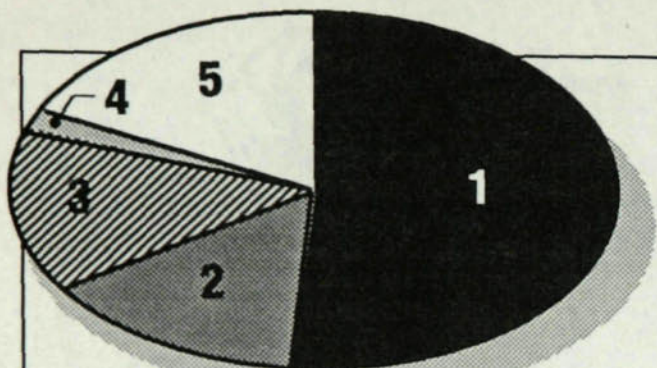
Par la force des choses, Centraide doit équilibrer deux types d'activités très différentes: la cueillette de fonds et leur distribution. De toute évidence, cela commande de bonnes relations avec les milieux qui tiennent les cordons de la bourse comme avec les intervenants qui tentent de faire face aux problèmes sociaux.

Compte tenu de la réalité montréalaise, Centraide veut aussi faire leur part à toutes les communautés culturelles. Ajoutez que Centraide fonde une part importante de sa crédibilité et de son travail sur la présence à tous les niveaux de bénévoles représentant la communauté et qui sont appuyés par une équipe de permanents, avec tous les défis que cela représente.

Et tout ça dans une conjoncture qui change: la désinstitutionnalisation et le retrait graduel de l'État imposent plus de travail aux organismes tout en diminuant leurs ressources. Il en résulte une féroce concurrence au niveau des campagnes de souscription. Pour Centraide, dont au moins 52% des revenus proviennent des dons des salariés dans leur milieu de travail et 36% des dons des entreprises elles-mêmes¹, le maintien d'excellentes relations avec les employeurs paraît capital; le soutien du mouvement syndical peut aussi s'avérer précieux. ■

1. Cf., Montréal, Centraide de Montréal, s.d., p. 21. Incidemment, les autres revenus proviennent de divers dons individuels.





Centraide Montréal

Répartition des dépenses 1986-1987

1	Entraide communautaire	1 741 550
	Promotion sociale	1 407 350
	Santé	1 383 210
	Vie de quartier	1 000 320
	Jeunesse	2 259 625
	Nouveaux organismes	745 400
2	Organismes multi-services	2 365 600
3	YMCA Montréal	748 375
	Services communautaires juifs	469 016
	Croix-rouge ¹	1 286 250
4	Projets spéciaux	66 600
	Centraide Canada	117 628
	Autres	147 714
Total des fonds versés		13 738 638
5	Administration	2 872 125

¹ La Société canadienne de la Croix rouge ne reçoit plus de fonds de Centraide Montréal.

Et les organismes...

- Centraide Montréal subventionne actuellement un peu plus de deux cents organismes et en ajoute peut-être une dizaine par année. Et la liste d'attente est longue. L'éventail des secteurs d'activités recouvre la plupart des besoins sociaux, de l'OPDS à la Société St-Vincent-de-Paul et du YMCA aux Services à la famille chinoise, pour n'en citer que quatre.
- Tous visent, à des degrés divers, la prise en charge des réalités par les personnes qui les vivent. Tous survivent grâce à la contribution de militant-e-s ou de bénévoles. Dans ce contexte, la plupart tentent évidemment de susciter la prise en charge de l'organisme lui-même par les personnes qui bénéficient de son action.
- Mais il n'y a pas que des similitudes. La taille, le mode de fonctionnement, les orientations varient considérablement. Il y a en fait plusieurs «modèles» de relations entre les groupes et Centraide. Et s'il existe des affinités, des relations entre des organismes qui travaillent sur des problématiques similaires ou dans un même quartier, il y a en somme assez peu de relations suivies entre la plupart d'entre eux.

Pour les campagnes de Centraide :

- la population visée à Montréal est de 2 800 000 et on recueille 20 millions de dollars;
- la population visée à Toronto est de 2 300 000 et on recueille 38 millions de dollars.

Centraide : un peu d'histoire

Centraide Montréal se situe au confluent de deux traditions, l'une nord-américaine, l'autre plus locale. La première date de la seconde moitié du XIX^e siècle : aux États-Unis, des organismes charitables s'entendent sur une base régionale pour unifier des campagnes de levée de fonds au bénéfice de nombreuses œuvres. Ces *United Way* se sont multipliés et on en trouve maintenant plus de 2 000 en Amérique du Nord, y compris les seize Centraide québécois. Leur taille, leurs priorités et leurs ressources varient bien sûr grandement. Ils se sont donné des regroupements nationaux de services, qui soutiennent par exemple leur réflexion dans le domaine des méthodes de levée de fonds. À ce titre, Centraide Montréal est membre de Centraide Canada.

Mais Centraide Montréal est aussi le fruit d'une autre tradition : il résulte en effet de la fusion de cinq œuvres qui se consacraient à la levée de fonds dans la région métropolitaine de Montréal.¹ Le processus s'est fait graduellement, de 1968 à 1974. En fusionnant, ces œuvres ont continué à financer les organismes qu'elles soutenaient déjà; mais, très vite, certains ont quitté et des dizaines d'autres ont commencé à bénéficier des fonds de Centraide, qui s'est lui-même défini une mission propre et s'est dotée des moyens de la réaliser.

¹ Il s'agissait de la Fédération des œuvres de charité canadiennes-françaises, de la Federation of Catholic Charities, des United Red Feather Services, de l'Association des œuvres de santé et de la Fédération et conseil de bien-être de la Rive-Sud.

La mission de Centraide :

**Promouvoir, dans le domaine social,
l'entraide, le partage et
l'engagement bénévole
et communautaire.**

Pour en finir avec la méfiance

René Doré: On voit souvent Centraide comme un tout très monolithique, composé de gens qui ont tous les mêmes intérêts et qui défendent les mêmes positions. Il faut bien voir que les gens qui sont à Centraide ont des intérêts différents. Centraide est formé d'individus, de corporations et de syndicats qui donnent de l'argent; aussi de bénévoles, de salariés et de la direction qui y travaillent ainsi que des organismes de toutes sortes qui sont subventionnés.

Ce ne sont donc pas tous des gens qui ont la même conception du changement social ou de la prise en charge par la population.

Dominique Boisvert: La logique propre à Centraide depuis sa formation en '74 c'est d'être un carrefour porteur d'une vision sociale très hétéroclite.

C'est un effort pour regrouper l'ensemble des intervenants qui se préoccupent de questions sociales pour faire une levée de fonds commune et financer ces groupes.

C'est la force de Centraide mais forcément, c'est aussi source de tensions.

Il y a des gens qui représentent carrément le patronat et d'autres le mouvement syndical.

Il y en a qui ont une vision claire de changement social et d'autres qui se présentent comme des groupes de services.

Le pari de Centraide, c'est de garder tout ce monde là ensemble. C'est le défi social posé. Il s'agit de voir si comme collectivité on peut le relever avec les tensions inévitables qui l'accompagnent.

René Doré: Un des principaux problèmes actuellement c'est que les organismes ne sont pas présents à l'intérieur des structures de fonctionnement de Centraide.

Il existe un peu plus de consultation depuis deux ans mais de façon générale, il n'y a pas de réseau de communication.

Centraide encadre davantage l'allocation de ses fonds, en révisant ses différentes politiques (mise à jour du contrat ainsi que du formulaire de demandes.)

Centraide procède à des consultations mais où on n'a aucun contrôle, peu de feedback. On demande des comptes-rendus et on ne les a même pas.

On sent très clairement la volonté de Centraide de resserrer son contrôle, d'aller un peu au-delà du simple rapport financier, de voir ce qui se fait dans les groupes: la façon dont ils sont gérés, leur fonctionnement.

Le problème, c'est que pour beaucoup de groupes le rapport avec Centraide se limite à la subvention reçue chaque année et le contrôle exercé une fois par deux ou trois ans, point à la ligne. Si bien que, quand c'est juste ça le rapport des organismes subventionnés à une grosse "patente" comme Centraide bien... il se développe nécessairement une méfiance.

Quand il y a des gens qui viennent pour faire l'évaluation systématique d'un groupe en provenance de d'autres secteurs (compagnies, etc...) ils arrivent et ne comprennent pas toujours le fonctionnement des groupes, la précarité dans laquelle tu te trouves pour fonctionner. Ils ne saisissent pas tout à fait au bon moment ce qui se passe.

Cette façon là de fonctionner, nous on dit que ça n'a pas de bon sens. Ça crée de

la méfiance et ça crée des rapports qui ne servent personne. Ça amène des groupes à se dire qu'on est aussi bien de se voir le moins souvent possible.

On voudrait que ça cesse. Sauf qu'à l'intérieur de la structure de Centraide il n'y a pas de place pour les 200 groupes subventionnés. Ils ont des alliés à l'intérieur de Centraide mais ils ne sont pas représentés ni au C.A ni ailleurs dans aucun autre comité. Les liens ne se font souvent que par lettres ou alors par un certain nombre de consultations où les gens arrivent souvent la tête entre les genoux, en faisant attention à ce qu'ils vont dire pour ne pas déplaire à Centraide.

Michel Messier: On assure notre présence...

R.D.: Exactement, le boss nous appelle, on y va puis quand c'est fini, on s'en va puis on continue à faire ce qu'on avait à faire.

Mais moi je me demande si c'est la façon qu'on doit avoir de fonctionner ou si il n'y aurait pas d'autre chose à penser.

LES LIEUX DE CONTACT

Comment se portent les relations entre tout ce monde? En plus des thermomètres affichés un peu partout et qui illustrent les résultats de la campagne, aurait-on besoin d'un appareil pour mesurer la tension?¹

Il faudrait d'abord situer où se vivent ces relations. Entre Centraide et les organismes, elles se font surtout par le biais de comités d'évaluation formés de bénévoles de Centraide, qui visitent les groupes. On a mis au point depuis à peine cinq ans une formule d'«évaluation systématique» qui fait en sorte que de plus en plus d'organismes font l'objet d'une analyse assez poussée dont le résultat peut leur assurer (autant que faire se peut) un financement pendant trois ans. Ces relations sont — partiellement — décrites dans un contrat entre Centraide et chacun des organismes (on reparlera de ce «contrat-type»).

Avec les donateurs, les relations s'établissent évidemment au niveau des milliers de bénévoles qui contribuent à la campagne. Elles sont aussi présentes au Conseil d'administration de Centraide, qui se compose de personnes provenant du milieu des affaires, de deux représentants du monde syndical et de gens issus notamment des services publics et para-publics (enseignement supérieur, services sociaux...). Au total, le Conseil compte trente membres.

Les bénévoles actifs au sein de Centraide ont souvent peu de prises sur ce qui se produit hors de leur champ spécifique: les exigences de leur participation ne leur laissent pas toujours le loisir d'explorer les autres dimensions de cette «grosse boîte». Peu de gens ont donc une vue d'ensemble de la richesse et de la complexité de tout ce que recouvre ce nom, ce qui étonne parfois les gens oeuvrant dans les organismes.

1. Un sphygmomanomètre, pour les intimes...

M.M.: Je crois justement qu'on est en train de repenser ça...

R.D.: Oui, mais je vais te donner un exemple. Il y a deux semaines on a reçu le projet de nouveau formulaire où l'on nous annonce des changements majeurs. À partir de maintenant, on va être obligé de présenter nos dépenses par programme plutôt que globalement et ça, avec beaucoup de détails.

À la suite de ça on nous convoque à une «séance d'information» pour nous expliquer comment bien le remplir. Sauf qu'on va aller leur dire qu'on ne le prend pas... peut être que ça va apporter des changements mais...

M.M.: ...On va l'aménager, puis tranquillement ça va s'installer.

R.D.: Souvent les groupes se sentent pris. Il n'y a rien qui les représente. Ils arrivent là isolément. Centraide va leur demander: «C'tu correct?»... les gens vont



TIRE DE LA COALITION «CHARITABLE» — BILAN D'UNE LUTTE-MARS 1988

L'ÉPOQUE DES CONFLITS

Il y a eu des hauts et des bas dans les relations entre Centraide et les organismes, au gré des événements et de l'évolution des priorités de chacun. Les toutes premières années (1974-77) ont été en somme assez tranquilles: Centraide devait se consacrer à sa structuration et les organismes avaient alors bien d'autres choses en tête.

Les choses se corsent à compter de 1979 et prennent les allures d'une bataille en 1982-83. Plusieurs groupes de locataires sont mis devant un choix: s'ils veulent continuer à recevoir des fonds de Centraide, ils devront être reconnus à titre d'œuvres charitables par le ministère du Revenu. En pratique, cela veut dire qu'ils doivent reformuler complètement leurs objectifs. Centraide invoque des motifs juridiques pour justifier son exigence; les groupes y voient une tentative de contrôle sur leurs orientations, liée au fait que leur travail dérange bien des bailleurs de fonds. Déjà, en 1978, un commerçant avait publiquement annoncé qu'il boycotterait dorénavant Centraide à cause de son soutien à un groupe de locataires qui lui causait des ennuis... Centraide n'avait alors pas bronché.

Des interventions de Centraide à l'endroit de l'Office des droits des détenus et du Bureau consultation-jeunesse vers 1984 n'atténuent pas la méfiance croissante des groupes envers un «père» subitement devenu autoritaire, comme le décrivait une ancienne membre du Conseil... L'analyse faite par plusieurs organismes est radicale et Centraide y est dès lors perçu comme un mal nécessaire. Il n'est donc que normal qu'on s'en tienne le plus loin possible. Dans un tel climat, la plus petite maladresse — d'un côté comme de l'autre — laisse des cicatrices. Et il y eut d'autres «incidents». Des organismes prennent donc leurs distances.

À compter de 1986, peut-être (tout découpage étant arbitraire), une nouvelle phase s'amorce. Centraide se dote d'un énoncé de mission clair, présente un nouveau contrat-type et met sur pied un programme de désignation de don par les salariés afin de mieux concurrencer les autres campagnes de levée de fonds. Certaines de ces innovations sont communiquées aux organismes à l'occasion de la première «conférence des agences», un événement annuel de concertation avec les organismes mis sur pied par Centraide. Des groupes craignent aussi que les processus d'évaluation ne deviennent une façon de les contrôler, peu ou prou.

dire: «Ouais... c'est correct!» s'ils ne se sont pas regroupés avant.

Nous à la Coalition en '87 on s'était regroupé pis ça a changé pas mal d'affaires au niveau du projet de contrat. Le problème que je vois c'est de savoir quelle doit être la présence des groupes financés à l'intérieur de Centraide et y a-t-il moyen que ce soit une présence un petit peu articulée?

Dominique Boisvert: En contre-partie ça signifie: est-ce que les organismes accepteront aussi de s'impliquer dans l'ensemble de l'organisme ce qui veut dire aussi dans la levée de fonds? Ça veut dire aussi de participer aux interventions publiques collectives de Centraide. Et si c'est vers ça qu'on s'en va, ça va exiger des changements d'attitudes de certains groupes.

M.M.: Je vois actuellement un tournant par rapport à la mentalité d'il y a 5, 10 ans où aussitôt que Centraide envisageait des mesures de contrôle, y'avait un bramage des groupes.

Je trouve important qu'on puisse discuter ces questions-là lors de la 3ème conférence. Qu'on réfléchisse les enjeux d'autonomie et de partenariat parce que nos expériences en voulant changer d'attitude envers Centraide nous invite à nous préoccuper que Centraide augmente ses fonds d'année en année si on espère recevoir davantage de Centraide.

Sauf que les expériences qu'on a par exemple dans le cas du contrat ou du don

désigné, ce sont des situations d'état de fait où l'on ramasse le feed-back sur une situation où l'on a l'impression d'avoir bien peu d'emprise.

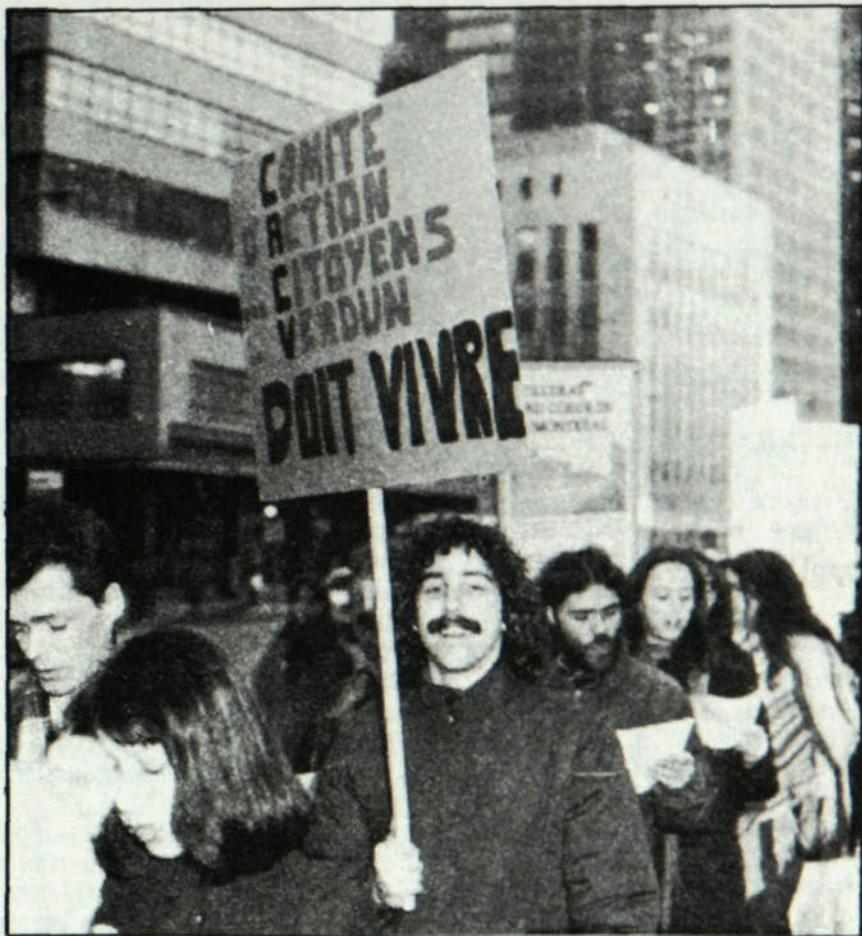
Je reconnais à Centraide le droit de se définir des priorités et des critères et de vérifier où vont l'allocation de ses fonds.

R.D.: Supposons que du jour au lendemain, Centraide décidait que les ACEF ce n'est pas important. Toi est-ce que tu trouverais ça légitime?

M.M.: Je pense que c'est légitime de subventionner les ACEF mais justement la question aujourd'hui c'est de choisir, est-ce que je reste à l'extérieur des débats de Centraide en attendant que du jour au lendemain une décision se prenne ou bien on se dit: ben là, on va changer d'attitudes puis on va investir en-dedans de façon à s'assurer un certain contrôle sur ce qui se débat.

Dans le cas du contrat on a réagi, puis on a aussi réagi face aux coupures de la DGEA de la même façon. Ce que je trouve bien différent dans le cas présent à Centraide c'est que d'une part, dans le cadre de la 3ème conférence on nous parle du partenariat lié à des objectifs de promotion et tout... et que d'autre part, on nous envoie du jour au lendemain un nouveau formulaire qui nous met dans un rapport de contrôle plutôt que dans un rapport d'évaluation lié à des objectifs.

D.B.: Il y a une contrainte très pratique cependant. Dans les groupes où il y a beaucoup de personnels, ils peuvent se



permettre de déléguer quelqu'un sur les structures de Centraide mais dans le cas d'organisme formé d'un ou deux permanents...

R.D.: Les formes de collaboration possible pour des petits groupes ça pourrait être par exemple des contributions ponctuelles dans le cadre de la présentation d'un mémoire par Centraide. Pourquoi ne pas s'associer un certain nombre de groupes pour réfléchir avec un comité d'experts?

Guy Cousineau: Dans sa sagesse, Centraide a lancé l'idée de la conférence des agences. Mais je pense que ça va changer plus de choses que ce que les gens qui ont lancé cette idée ne souhaitaient. Ils sont en train de réaliser que ça va plus loin que prévu mais en même temps ils réalisent qu'ils en ont besoin pour l'image, pour impliquer les gens qu'on finance dans les campagnes de levée de fonds. Centraide n'a pas les moyens de se payer une confrontation avec 150 des 200 groupes qu'il finance. Il va aussi falloir que dans le rapport de force pour savoir qui va représenter les organismes à différentes instances de Centraide, ça ne soit pas les Boys Scout qui se retrouvent là. Il pourra peut se créer des coalitions pour faire de tels choix. ■

LE TEMPS D'UNE PAIX?...

Compte tenu des initiatives que prend Centraide en 1987, plusieurs organismes réagissent et tentent de discuter. Se met sur pied une Coalition informelle qui, analysant le tout, craint que Centraide ne tente de se faire le coordonnateur d'un réseau d'intervenants qu'il encadre et oriente, sans qu'ils aient vraiment voix au chapitre. Les tentatives de consultation organisées par Centraide, si elles sont perçues comme un progrès relatif, sont encore jugées insuffisantes.

Passons sur le détail des diverses initiatives prises de part et d'autre pour améliorer les communications. Comme en témoignent les interventions au cours de la table ronde, le climat commence à changer, bien que les organismes éprouvent encore souvent des frustrations.

Les organismes affinent leur analyse de Centraide et la dynamique des relations devient plus complexe. Plusieurs groupes, actuellement non financés par Centraide, sont prêts à modifier leurs objectifs pour être reconnus à titre d'oeuvre charitable et devenir éligibles au soutien par Centraide. Des permanents et des militants de groupes participent à des comités de travail avec Centraide. Les réactions aux irritants demeurent fermes, mais les discussions ont pour l'instant pris la place des manifs. On s'interroge sur la juste place des organismes au sein du fonctionnement du bailleur de fonds. Compromission ou maturité?

Centraide intervenant social

On joue dans les plates-bandes des groupes

Michel Messier: À date, nous, on a eu de très bons rapports avec Centraide. Si on le regarde du strict point de vue du financement, c'est pour nous un des bailleurs de fonds avec lequel on a le moins de problèmes. Là où je commence à me questionner c'est que depuis trois ans Centraide se soit donné une volonté d'intervenant social.

Guy Cousineau: Bon, on dit que Centraide est en train de rentrer dans les plates-bandes des groupes en agissant comme intervenant social.

Nous au C.A., on a demandé que Centraide prenne un leadership dans la communauté. C'est pas vrai que quand tu vas chercher 20 millions dans la communauté que tu n'as pas aussi à assumer un leadership au niveau de la promotion des organismes communautaires et bénévoles. Centraide doit aussi promouvoir ses préoccupations sociales et faire connaître les intérêts qu'il défend. Dans ce sens là, on a demandé au C.A. de présenter des mémoires à la Commission Parizeau et à la Commission Rochon.

Mais quand il fait ça, il prend aussi la place d'organismes qu'il finance et qui devraient aussi faire ce travail. Alors apparaissent de petites concurrences. Mais ça, il faut bien comprendre que c'est fait en vue de permettre une implication plus grande de Centraide dans la communauté qui soit autre que de simplement distribuer de l'argent aux groupes.

Lyse Brunet: J'ai aussi un malaise à concevoir Centraide comme un intervenant social. Je me demande quelle est l'identité de Centraide?

À l'origine, il s'agissait de ramasser des fonds pour aider des groupes qui font du développement social, du changement social à mieux le faire et de solliciter les entreprises privées et les citoyens à cette fin.

Si Centraide doit faire la promotion de quelque idée, c'est de celle-là et du travail des groupes communautaires. Centraide ne peut être un intervenant social au même titre que les groupes qu'il finance. Si un rôle d'intervenant est assumé par Centraide, il doit être fait à un niveau suffisamment large pour respecter le consensus. Il faut aussi qu'il soit représentatif des gens qu'il finance, donc il faut que les groupes aient une représentation quelque part pour participer aux discussions et aux décisions.

Mais quand tu fais ça, tu deviens partie prenante de l'organisme et tu n'as plus un rapport d'extériorité envers celui-ci. Alors, de nouvelles tensions apparaissent.

Dominique Boisvert: Et ça ne pourra même pas être uniquement des groupes qui reçoivent parce que Centraide est aussi composé de ceux qui donnent.

L.B.: De deux choses, ou bien Centraide est un intervenant social et il intègre des groupes dans le processus de décision ou bien il ramasse de l'argent et la distribue.

D.B.: Le concept d'une vocation sociale de Centraide comme intervenant me semble avoir du sens dans des cas très précis. Prenons l'exemple des numéros d'oeuvres de charité: on aurait souhaité que Centraide intervienne auprès du gouvernement pour faire débloquer des dossiers.

Tout le débat sur la privatisation est un autre lieu où Centraide devrait pouvoir intervenir.

René Doré: Oui, mais moi ce qui me gêne c'est que lorsque Centraide a présenté des mémoires à des Commissions au cours des deux dernières années, il a fallu que je fasse la demande officielle à la conférence des agences pour que les groupes en reçoivent une copie sinon Centraide ne nous les envoyait même pas.

Les tensions entre deux solitudes

Guy Cousineau: Un des endroits où il y a le plus de tensions à Centraide c'est entre la levée de fonds et la distribution. Même dans les comités d'allocation, ceux qu'on reconnaît comme les représentants d'employeurs, ce sont des gens qui socialement sont impliqués pour aider et mettre leurs compétences au service des groupes qu'ils vont visiter. Ils finissent au contact des groupes, par épouser la mission sociale de Centraide au service des petits groupes et là, il y a moins de tensions.

La «vraie» tension, on la retrouve avec ceux qui s'en vont dans les entreprises pour la levée de fonds, ceux qui organisent les campagnes auprès des entrepreneurs et qui nous disent: «Les gens qui sont propriétaires refusent de donner parce que Centraide finance les associations de locataires. Ceux-ci ajoutent que si Centraide continue de les financer, il n'y aura plus de campagnes dans leur entreprise».

Il faut que le monde qui assure la collecte comprenne que Centraide c'est une dynamique où l'on retrouve toutes sortes de monde, que tous les organismes ne font pas l'affaire de tout le monde en partant, mais qu'on doit permettre quand même à ces organisations là de vivre et que ça ne doit pas constituer un frein aux campagnes.

René Doré: On a ainsi l'impression qu'il y a comme deux solitudes à Centraide: ceux qui ramassent l'argent et ceux qui la dépensent.

G.C.: Avec le dernier président de la campagne, on a fait le joint. On l'a amené voir quelques organismes. Il a aimé ça et a compris ce qu'est Centraide par le travail que les organismes font. Il est ensuite parti en croisade pour expliquer ce que lui avait vu. C'était un bon communicateur et la campagne a bien fonctionné.

La gestion et la pertinence du «communautaire» sont en cause

Il est clair que les relations entre Centraide et les organismes sont entre autres le lieu d'un choc culturel: les mots, les gestes posés n'ont pas le même sens pour tous, ce qui complique un peu les communications. Un vocabulaire commun s'établira peut-être au fil des collaborations.

Ce choc culturel se retrouve aussi à un autre niveau, encore impopulaire au sein des organismes communautaires même si on y en parle de plus en plus: celui des pratiques de gestion. Plusieurs organismes ont le sentiment que la planification par objectifs, l'évaluation quantitative des résultats, l'établissement de politiques de gestion de personnel claires, par exemple, sont inadaptées à leur réalité, caractérisée par le manque de ressources et le besoin de souplesse. Mais Centraide estime que de tels outils contribuent au développement d'un groupe bien structuré et souhaite s'en servir pour évaluer les organismes.

Et cela renvoie à un autre problème de fond. Centraide veut évaluer la gestion et l'efficacité des groupes pour en rendre compte à la population, qui donne son argent. Mais l'organisme, qui se veut démocratiquement géré, estime bien souvent que c'est à ses membres qu'il est d'abord redevable et que Centraide n'a pas à s'immiscer dans ses affaires. Comment concilie-t-on l'obtention de fonds et le maintien des

orientations d'un organisme? Y a-t-il des compromis nécessaires?

D'autre part, existe-t-il des méthodes de gestion plus rationnelles que celles qu'on observe souvent, mais qui soient adaptées à la réalité du monde communautaire? Gère-t-on un groupe populaire avec les outils administratifs d'une PME, ou d'une multinationale? Faudrait-il devenir inventif dans un domaine jusqu'ici volontairement délaissé?...

Dans le même temps, Centraide souhaite devenir un intervenant de plus en plus actif dans les grands débats sociaux. Cela requiert qu'il soit représentatif de la communauté, y compris des organismes qu'il soutient. Il faudrait donc que les organismes en soient partie prenante, qu'on les invite et qu'ils acceptent de s'impliquer, de se mouiller. Quelques pas ont déjà été faits.

Mais les organismes ne se sentent pas tous prêts à aller si loin. Bien sûr, tous ne ressentent pas les mêmes malaises dans leurs relations avec Centraide. Mais il faut tenir compte de leur grande diversité et de leur quasi-absence de concertation dans ce domaine. Il faudrait que tous les groupes admettent que Centraide soit dorénavant plus qu'une source de fonds dont on fuit le regard scrutateur... D'autre part, jusqu'où peut-on aller sans déséquilibrer les relations avec les donateurs?

Et les questions métaphysiques...

Au bout du compte, c'est la reconnaissance de la pertinence du secteur communautaire qui est en cause. A-t-on besoin des services qu'il offre? Est-on prêt à admettre que la prise en charge qu'il suscite doive aller jusqu'à la prise de parole par la population? Lui donnera-t-on les moyens de survivre? Lui reconnaît-on une légitimité?

Et les organismes peuvent-ils à la fois rester fidèles à leur mission et collaborer — sur la question du financement en tout cas — avec l'ensemble des autres partenaires sociaux? Ont-ils intérêt à associer leur voix à un porte-parole nuancé comme Centraide, quitte à s'exprimer aussi ailleurs? Comment se développeront-ils, au plan des orientations comme à celui de la gestion?

Il ne faudrait pas non plus se faire d'illusion: la différence de nature entre Centraide — ou tout bailleur de fonds — et les organismes communautaires qui bénéficient d'un soutien financier pose nécessairement des limites aux collaborations envisageables, qu'il faut respecter. Mais cette frontière est devenue mouvante, du côté des relations avec l'État comme avec les autres bailleurs de fonds. On aborde un nouveau territoire.

Avec un peu de chance, l'expérience de Centraide Montréal dans les prochaines années pourrait aider à évaluer ce qui est possible. ■

Du point de vue de groupes de femmes

Lyse Brunet: Mon expérience avec Centraide, c'est d'essayer d'ouvrir le dossier Centraide pour les groupes de femmes. Le problème que ces groupes rencontrent, c'est qu'ils n'ont pas de numéro de charité et ce, même s'ils font un travail «charitable» au sens moderne du terme. Ce problème exclu donc ces groupes qui sont plus petits, plus jeunes et sans tellement d'autres ressources.

Ce qui peut se passer aussi c'est que des groupes décident d'organiser eux-mêmes leur propre levée de fonds. On en a fait une pour une maison d'hébergement auprès du secteur privé puis on a récolté 125 000\$ pour une première expérience. On aurait jamais eu ça à Centraide.

Pour que les groupes de femmes acceptent les contraintes de Centraide il faut que ça vaille la peine. Il faut que ça rapporte des sous et qu'il y ait une place dans le processus de décision. Autrement, pour les groupes, Centraide représente un bailleur de fonds comme les autres et puis ceux que t'aimes le plus, ce sont ceux qui te demandent le moins.



par JEAN FOREST

Une sage-femme déplore son exil

On l'a vu encore récemment, le Collège des médecins du Québec n'acceptera jamais d'accorder leur juste place dans les soins de maternité aux sages-femmes de chez nous, et ce, pour une question de gros sous que les autorités médicales masquent derrière des propos scientifiques. Heureusement qu'il y a de l'espoir du côté politique, la ministre, Mme Thérèse Lavoie-Roux, ayant pris officieusement des engagements favorables à la reconnaissance de leur statut. Mais l'énoncé politique se fait encore attendre...

Le témoignage de Rollande Dubé, une citoyenne de St-Jean-Port-Joli, relaté dans la livraison du mois d'août du journal communautaire **L'ATTISÉE**, met en lumière deux choses: le sort que le milieu médical québécois a réservé aux sages-femmes et l'importance qu'on leur reconnaît ailleurs dans le monde.

«... En 1974, après avoir oeuvré dans la région à titre d'infirmière au département d'obstétrique et aux soins à domicile, Rollande Dubé se laisse attirer par les pays en voie de développement. Elle travaille au Cameroun où elle forme du personnel infirmier tout en étant responsable d'une maternité, puis elle travaille deux ans dans un projet de santé de base aux Iles Comores.

En quête de «l'essentiel»

C'est là que, en collaborant avec une sage-femme

musulmane, son cheminement l'amène à cette profession. «Jusqu'ici, je ne faisais que le suivi post et pré-maternel. Il y avait une coupure qui brisait la continuité des soins. Même en travaillant en obstétrique, il y a un moment qui n'est pas accessible à l'infirmière: l'accouchement. Et cet instant là est pourtant l'essentiel.

Ne pouvant recevoir une formation de sage-femme ici au Québec, Rollande Dubé choisit l'exil: elle ira étudier en Suisse. Elle y restera quatre ans tant elle s'y plaît. «Ah, si les Québécoises pouvaient donc connaître ce qu'est un centre de maternité en Europe!», dit-elle. Là-bas, la sage-femme n'est pas bousculée. Au contraire, elle est intégrée au milieu hospitalier. Les médecins sont ses collaborateurs».

Si on lui demande pourquoi, elle répond: «Au Québec, il y eut un moment d'arrêt. On a évacué le rôle de la sage-femme pour le maintenir dans l'illégalité. Les Européens n'ont jamais subi cette coupure. La sage-femme a toujours existé et elle a eu accès à une formation de qualité. Elle fait partie des moeurs».

En attendant la législation de sa profession, Rollande Dubé fait bénéficier de son expérience les mamans d'outre-mer tout en poursuivant sa revendication à travers des gestes silencieux.

Une coupure de plus dans les soins de santé

Sous le titre: «Quelques suicides de plus ou de moins...» **LA GAZETTE POPULAIRE** de Trois-Rivières dans son numéro du 11 septembre dernier, fait état des

coups de budget que le ministère de la Santé et des Services sociaux vient d'imposer au Service Prévention Suicide de cette ville, le S.P.S.T.R..

Ce dernier, annonce qu'il se voit dans l'obligation de suspendre indéfiniment ses principaux services à la communauté faute du financement essentiel que le ministère lui refuse cette année. Le coordonnateur de cet organisme communautaire, M. Jacques Riopel, commente en ces termes cette décision du ministère: «On m'a encore fait savoir que la politique en santé mentale sortirait prochainement et que, d'ici là, on n'avait qu'à attendre et à constituer une liste d'attente pour nos bénéficiaires. En réalité, on ne considère pas le problème du suicide comme étant plus important qu'il le faut. Quelques suicides de plus ou de moins, ça ne semble pas peser lourd au MSSS.»

Et M. Riopel d'ajouter: «Pendant que le ministère ajuste ses petites virgules sur la politique de la santé mentale, il y a un budget alloué de 8 millions qui dort dans ses coffres. Et dire qu'on ne demande qu'un petit 100 000\$... C'est pas beaucoup pour pallier au désespoir mais c'est déjà mieux qu'une liste d'attente...».

Cette année, avec le budget qui était le leur, les membres du S.P.S.T.R. ont consacré 383 heures à 233 rencontres de suivis, ont fait plus de 900 relances téléphoniques auprès de suicidaires de même que 34 activités de sensibilisation et de formation pour la population en général.

Un H.P.L. à citer en exemple?

Toujours dans la **GAZETTE POPULAIRE** de Trois-Rivières, du 14 août dernier cette fois, on trouve un article d'information sur les programmes offerts à cette période-ci autant par la Société canadienne d'hypothèques et de logements (SCHL) que par la Société d'habitation du Québec (SHQ).

Titre: Les Habitations populaires Desjardins, un parti pris pour le logement social, cet article se termine par les deux paragraphes suivants:

«Aux Habitations populaires Desjardins, on est très conscient de la complexité de ces programmes et de toutes les démarches entourant la mise sur pied d'une coopérative d'habitation ou d'un OSBL. C'est justement pour aider et accompagner les personnes et les organismes qui ont décidé de prendre en mains leurs conditions de logement qu'on existe. Nous sommes un groupe de ressources qui a une expertise de 10 ans dans le logement social et qui a vu à la réalisation de 868 unités de logement. Je crois qu'on peut leur donner un sérieux coup de main» de conclure M. Ghislain Aubin, directeur général des Habitations populaires.

«Donc, si vous en avez votre claqué de déménager à tous les ans et que vous êtes tentés par la formule coopérative, sachez que les gens des Habitations populaires vous attendent les bras ouverts...»

Le H.P.L. de votre région tiendrait-il le même langage? Ce serait intéressant de vérifier.



Humour noir, rire jaune, «blanc de mémoire»

Au sud, pays en voie de développement, au nord, pays en voie d'extinction. Les pays du tiers-monde produisent en quantité une denrée de plus en plus rare dans nos pays industrialisés: les enfants.

On a bien essayé de limiter leur postérité en leur refilant nos moyens de contraception, pendant qu'ici on commençait à investir des millions pour procréer «en verre» et contre tous. De part et d'autre, toutes les mesures sont bonnes pour que là-bas les femmes produisent moins, pour qu'ici elles produisent plus. Désincitatives, incitatives, elles ne font leur preuve nulle part. Et les gens de gros bon sens ne comprennent toujours pas pourquoi elles n'arrêtent pas, pourquoi elles n'en font plus. Elles sont si pauvres, nous sommes si riches!

Les gens à l'esprit mercantile, eux, analysent vite la situation: au sud, l'offre, au nord, la demande; au sud, la pauvreté

(des femmes), au nord, l'abondance. La solution s'impose d'elle-même: vendons à ceux qui n'ont pas ce que d'autres ont en trop... Avec beaucoup d'intermédiaires entre les deux transactions. L'adoption servie à la capitaliste ne profite guère aux femmes. Ça ne règle surtout rien, mais à la limite ça peut rendre des gens heureux. Quant à redresser la balance démographique au nord....

Pour certains, le drame est ailleurs: la race blanche, tôt ou tard sera une ligne «discontinué». L'avenir du monde (blanc, s'entend) se joue maintenant. Evitons la pénurie. Produisons, sans les femmes s'il le faut, mais produisons. Et puisque rien ou si peu ne se crée, mieux vaut que rien ne se perde non plus: finançons massivement les spectaculaires expériences de transplantations d'organes sur les enfants. Mais tant qu'on ne fera pas de coeurs et de foies en caoutchouc, on se confronte encore à un problème de

matières premières. Ça prend un sens des affaires qui ne s'embarrasse pas de scrupule pour faire le trafic d'organes d'enfants. Du sud vers le nord et sans problème de couleurs. Car qui saura que cet enfant roux aux yeux bleus cache des poumons de Brésilien et un coeur d'Haïtien? L'immigration devenue acceptable et profitable... en pièces détachées.

Horreur, mensonge et sensationnalisme... Faut pas croire tout ce que rapportent les journaux*. Mais on en a déjà vu de toutes les couleurs avec les histoires de race. Ça peut aller loin. Et ça ne sera pas la première ni la dernière fois que l'histoire se fermera les yeux. ■

par NICOLE BRAIS

* 8 août 1988, La Presse, p A4 Sept bébés allaient être tués et vendus à des banques d'organes US.
13 août 1988, La Presse, p. B8, Trafic de bébés: Perez de Cuellar veut des preuves.
14 août 1988, La Presse, F6, Les trafiquant auraient vendu une centaine de bébés depuis six mois.

LE MONDE VU D'EN BAS





Nouvelles générations autochtones:

Les luttes quittent les salons d'Ottawa

par RICHARD ST-PIERRE

L'échec des négociations constitutionnelles de l'an passé s'est conclu par une menace à peine voilée des chefs autochtones: «Ce que vous n'avez pas voulu convenir avec nous, vous devrez le régler dans un avenir très rapproché avec les plus jeunes, sur le terrain». Dernière carte d'un poker désespéré? Un bref retour sur la dernière année illustre éloquemment jusqu'à quel point les négociateurs

Jim Sinclair et George Erasmus ne bluffaient pas.

L'occupation du parc en Minganie, Kahnawake, Lac Lubicon¹, la relance de la bataille du saumon à Restigouche, les barrages routiers de Manouane, Lac Rapide et Témagami, le feu roulant des actions des peuples autochtones contre l'ordre allochtone² signale l'ampleur du réveil «indien». Un réveil porté par une nouvelle génération bien décidée à se frayer un passage à travers la

lourde indifférence de la société blanche. Hors des salons feutrés d'Ottawa, les jeunes portent maintenant le combat sur les territoires ancestraux et les rues des grandes villes.

On avait craint que la «génération nouvelle de leaders» déclenche une vague de violence. On a même voulu la prévenir en envoyant les «troupes» pour pacifier quelques réserves. Il n'y a pas que Reagan qui a la nostalgie du western. Les Autochtones n'avaient pourtant pas déterré la hache de guerre, ils et elles n'avaient que décidé d'enterrer quelques illusions.



Blocage de la route à Manouane, mai '88.

Pour Ken Williams de la nation Potawotomi, si la flamme maintenue par les «anciens» a permis la relance présente, pour lui «ce qu'il faut maintenant c'est une approche politique et sociale de reprise en main. Le futur de la communauté autochtone est à l'intérieur même de cette communauté». L'auto-détermination, ça commence dans la lutte, c'est-à-dire au quotidien sur le terrain.

Michel Thuskty, un Algonquin du lac Rapide est de ceux qui travaillent sur ce terrain. Comme ailleurs, sa «réserve» est restreinte et menacée. Située au cœur du Parc La Vérendrye, la communauté algonquine se bat contre les coupes à blanc des compagnies forestières, le projet de privatisation du parc ainsi que la construction d'une ligne hydro-électrique sur son territoire. N'ayant aucune confiance dans les gouvernements, il a porté ses revendications au «monde ordinaire» blanc en menant une campagne de sensibilisation le long de la route 117. «Le gouvernement fédéral dit que nous bénéficierons de tout cela mais nous nous y opposons parce que ça encouragera une exploitation démesurée du parc et éloignera les animaux desquels dépend notre survie». Cette volonté de convaincre les gens à la base est une approche nouvelle pour les Autochtones.

Pierre Ceré est un Métis membre du local montréalais de l'Alliance autochtone. Il n'a rien contre le processus de négociations au sommet mais pour qu'elles réussissent «il faut absolument qu'on développe une pratique unitaire des premières nations à la base et un solide rapport de force sur le terrain». C'est aussi ce que prêchent les émissaires des Lubicon présents dans toutes les dernières luttes que ce soit au Lac Rapide ou à Témagami en Ontario.

Serge Tremblay, un jeune Montagnais responsable du journal «SANS RÉSERVE», croit qu'il ne faut écarter aucun des fronts de lutte «mais que seul la prise en charge au quotidien de notre dû, sans le demander à personne, va garantir le succès ultime du processus de négociations». Un peu comme les gens de Kahnawake, qui finance leurs activités communautaires grâce aux profits générés par la vente du tabac.

Cette offensive des jeunes pour débloquer la situation n'est pas sans provoquer des remous au sein même de la communauté autochtone. Christine Metallic, une Micmac militante au projet du Centre

d'hébergement pour femmes autochtones de Montréal en témoigne: «Dans les communautés du nord, il y en a qui ont rechigné à l'idée d'un centre de femmes. On craignait que ça encourage à mener «la mauvaise vie». On a dû les brasser pour leur faire reconnaître les problèmes sociaux, les problèmes de violence et de faire en sorte de les assumer».

L'action directe et la prise en main locale s'accompagnent d'une «indianisation» du mouvement. On cherche à donner un contenu spécifiquement autochtone au fond des revendications comme à la forme de la stratégie et des tactiques qui les portent. «C'est un phénomène que l'on constate partout, dans les deux Amériques» remarque Félix Atencio Gonzales un Quechua du Pérou bien connu des Autochtones du Québec.

Tout ce bouillonnement nous menace-t-il autant que veulent nous le faire croire politiques et policiers? Bien sûr, il faudra assumer le coût qu'implique le redressement des torts fait aux premières nations. Ses membres sont frappés par une discrimination qui en fait le groupe social le plus démuné au Canada. Mais à la base de ce mouvement, on ne sent ni haine, ni sectarisme inutile. «Si jamais ce monde

venait à finir et qu'il ne reste plus qu'une grappe de Blancs et une poignée d'Autochtones, nous vous apprendrions tout de même à revivre avec la Mère Nature» rigole Ida Williams, la plus jeune directrice d'un Centre d'amitié autochtone du Canada.

Le sentier est là comme ailleurs si-nieux mais on est confiant dans un avenir meilleur. Citant l'Indien Aymara Pedro Portugal «La destinée de tout peuple est d'être libre et les peuples indiens ne seront pas une exception», Félix Atencio Gonzales se réjouit de voir les vagues de cette nouvelle force commencer à déferler. Moins prosaïque mais tout à fait sûre d'elle et déterminée, Véronique Thuskty, une Algonquine journaliste à «Communications autochtones» résume les perspectives en un mot: auto-gouvernement!

Richard St-Pierre est coordonnateur du journal SANS RÉSERVE.

1. Lac Lubicon: Une bande de 450 personnes du Nord de l'Alberta qui mène campagne pour se faire reconnaître avec 80 années d'oubli officiel. Ils ont notamment appelé au boycott des derniers jeux olympiques de Calgary.
2. Ordre allochtone: c'est tout simplement quelqu'un qui n'origine pas du pays.

Les spécialistes de l'impression
COULEURS ET NOIR & BLANC

- JOURNAUX
- BROCHURES
- MAGAZINES
- BOTTINS
- ALBUMS À COLORIER
- LIVRES

Pour les P.M.E.

Pour estimation gratuite:
JACQUES GIRARD
Service à la clientèle
TÉL.: (514) 672-6380



PAYETTE & SIMMS INC.

Imprimeur spécialisé en édition
Printers specializing in publications

300 Arran, Saint-Lambert, Qué. J4R 1K5
(514) 672-6380 - (514) 875-0327 - Fax: 672-1481
Extérieur de Montréal: 1-800-361-6528

Les valises toujours prêtes

par JOSÉE GAUTHIER

«En écrivant actuellement un article sur le retour des Chiliens au pays, vous donnez au plébiscite d'octobre une signification qu'il n'a pas. Vous suggérez ainsi qu'au Chili, il y a un changement total. Ce qui est complètement faux».

28 septembre 1988

Le doux café au lait de ce samedi matin passe mal tout à coup et les nombreuses questions se taisent, gênées de la pertinence de la mise en garde. Journaliste et professeure au Cégep montréalais Édouard-Montpetit, Maria Eugenia Saul ne maquille pas la vérité: «En faisant actuellement des reportages sur le retour des Chiliens au Chili, les médias québécois font le jeu de la dictature en laissant croire que Pinochet nous invite à rentrer. La dictature a seulement imposé un cadre de plébiscite ou de référendum, si vous voulez, mais les mécanismes de répression sont toujours là. La dictature éprouve simplement le besoin de se légitimer. Une seule chose a changé et c'est la dynamique de masse qui exige le départ de Pinochet par la campagne du NON. Mais n'oubliez pas que les prisonniers politiques existent toujours, que les disparus ne sont pas réapparus... Disparaître, déchirer la liste de questions et mettre un grand X sur cet article au sujet des Chiliens rentrés au pays. Retourner me coucher, un peu honteuse de tant de naïveté. Mais Maria Eugenia Saul ne laisse personne dormir quand l'urgence se fait sentir. «Ceci dit, on peut continuer l'entrevue...»

De 1973 à aujourd'hui

Près de 8 000 au Québec, les Chiliennes et Chiliens se retrouveraient majoritairement à Montréal et très bien intégrés à leur société d'accueil. Souvent forcés de quitter leur pays d'origine, l'idée d'y retourner reste toujours présente. Pour Nancy Alvarez, membre du Centre chilien Pablo Neruda de Québec et de la Coalition pour la démocratie et la liberté au Chili, «les Chiliens parlent du retour depuis qu'ils sont arrivés au Québec en 1973, après le coup d'État qui a profondément ébranlé la vie sociale, politique et morale



L'exil, un châtimeut plus brutal que la mort.

SOURCE: LE CHILI EXIGE LA DÉMOCRATIE AUJOURD'HUI. ÉDITION ST. MARTIN

du Chili. Les chansons, le théâtre, la littérature, le cinéma et — bien sûr — les discussions de la communauté chilienne exilée reviennent abondamment sur la question du retour à la Patrie... un retour qui se pose comme une question morale, un engagement socio-politique par rapport au développement de la situation interne du Chili. Ce qui n'empêche pas que par besoin, par goût, voire même par volonté, les Chiliens ont appris à vivre au Québec et à le considérer de bien des manières comme leur seconde Patrie». Avec les années '80 (surtout depuis 1983), les luttes pour la démocratie sont devenues plus ouvertes et plus massives à l'intérieur même du Chili, ce qui pourrait expliquer le retour au pays de certains. Mais ici encore, gare aux conclusions précipitées, nous prévient Nancy Alvarez: «Dans le quotidien, il faut penser à subsister et à apprendre à vivre dans la répression car elle n'a pas diminué depuis les quinze ans de dictature qui sévit là-bas. On ne doit pas oublier l'émouvante Carmen Quintana venue faire soigner ses blessures à Montréal et plus récemment, le millier de manifestants arrêtés pour avoir protesté contre l'unique «candidature» de Pinochet au plébiscite d'octobre. Trois d'entre eux ont même été tués. Ce n'est donc pas parce que la répression est moins forte que des Chiliens retournent au pays».

Destination: Chili

Devant un second café au lait et un cendrier bien rempli, Maria Eugenia Saul explique: «Ce qui reste présent, c'est le désir énorme de participer à un processus de changement de ta propre société — c'est pour ça que tu t'es battue — et un attachement naturel à cette société-là. C'est en fait l'attirance envers toute une région, l'Amérique latine, qui essaie de se libérer. Pour ma part, si je suis encore au Québec, c'est que j'éprouve un doute fondamental quant à ma capacité de m'assumer complètement dans une réalité si différente de celle que j'ai laissée en 1973. Depuis 15 ans, la société chilienne a changé et nous aussi, ce qui rend le déséquilibre énorme. Ce phénomène maudit qu'est l'exil provoque des changements; par exemple, tu expérimentes (sur des sujets comme l'apartheid ou l'Amérique centrale) une ouverture au monde plus grande que celle possible sous la dictature au Chili. En même temps, l'exil détériore. Tu perds le mili-

Récit de retour

Après neuf ans au Québec, Loreto est retournée au Chili en 1987 puis, revenue à Montréal, il y a deux mois. Du rêve à la réalité du retour au Chili, elle trace un portrait concret: «Les trois autres compagnons et moi étions animés d'un projet de travail et du désir de vivre dans notre pays avec ce que cela implique de problèmes politiques, sociaux et économiques. Nous avons pensé mettre sur pied un café communautaire pour les universitaires et les travailleurs. C'était là une façon intéressante de pallier à la difficulté qu'éprouvent les «retornados» (exilés retournés au pays) à se trouver du travail. Mais, faute de temps et d'argent, le local choisi s'est avéré mal situé et sauf quelques pêcheurs, il n'y est venue presque personne. Face à l'échec de notre projet et devant mes responsabilités économiques comme mère de trois enfants, j'ai décidé de rentrer au Québec». Loreto parle aussi du rejet qu'elle a ressenti au Chili. «Nous sommes d'abord critiqués pour être partis du pays puis, pour notre façon nouvelle de vivre ou d'élever nos enfants... C'est dur à dire mais, je me suis retrouvée étrangère dans mon propre pays. Je dois pourtant ajouter que ma situation était spéciale car je ne suis pas allée vivre là d'où je viens». Loreto avoue aussi qu'au début, les «retornados» peuvent se sentir observés, surveillés par la police. Rentrée au Québec parce que convaincue de pouvoir offrir ici un meilleur avenir à ses enfants, Loreto a pour l'instant défait ses valises. «Mais si ce n'était que de moi, je repartirais demain!» À parler de participation et de lutte pour un changement au Chili, ses yeux s'enflamment. Un peu comme le soleil qui aimerait bien se lever sur son pays.

tantisme d'une réalité concrète. Les lettres, les découpages de journaux, c'est pas suffisant et puis, c'est fatigant! Il y a aussi une conscience de la lutte des femmes que j'ai développée ici et bien que je reconnaisse la combativité des femmes du Chili, je pense que la société chilienne reste très patriarcale. J'aurais donc, à ce niveau, de la misère à me réinsérer là-bas. Mais ce n'est pas le plus important, c'est seulement une peur que j'ai en tant que femme professionnelle et indépendante».

Les valises sont-elles toujours prêtes? «Bien sûr... mais pour être honnête, même de retour au Chili, j'aurais toujours la valise en tête! Vivre quinze ans dans une société implique nécessairement que tu l'aimes. On est arrivé au Québec à un moment où il y avait un mouvement popula-

re, un débat idéologique fort qui nous a permis d'assumer cette même lutte pour le changement de la société québécoise. Même si la réalité a changé, beaucoup d'entre nous continuent à s'impliquer». Le retour au pays d'origine ne se fait pas sans difficultés, par contre. Certaines personnes comme Loreto (voir encadré) doivent revenir au Québec, faute de travail. D'autres éprouvent un certain malaise à comprendre l'énorme poids de quinze ans de dictature. Maria Eugenia Saul devient alors intransigeante: «Nous devons accepter et assumer notre absence, les culpabilisations ne servent à rien... s'il y a des réactions hostiles, nous devons les comprendre; sinon, c'est nous cacher que la société chilienne a vécu, pendant quinze ans, la merde de la pauvreté et de la répression!» ■

OUTILS DE PAIX '88

Pour la 4e année, cette campagne de solidarité avec le Nicaragua, se tient du 3 octobre au 19 novembre. Les outils ramassés sont: outils de jardinage, bottes de caoutchouc, cahiers, matériel de santé et de sécurité au travail et de l'argent pour l'achat de toits.

Pour plus d'informations:
Provincial: (514) 288-0210
Montréal: (514) 271-3059
Québec: (418) 647-5853



D'amour et d'eau franche



JORGE GUERRA

par MONIQUE TREMBLAY

La crise économique des années '80 et les amours des jeunes ne font pas bon ménage. Voilà ce qui ressort d'une recherche-action dirigée par Guylaine Poirier et Monique Tremblay, du Centre St-Pierre à Montréal.

Menée auprès d'étudiants et de jeunes travailleurs, la recherche exploration portait sur la vie de couple de jeunes hétérosexuels, âgés de vingt à trente ans. Les résultats de l'étude révèlent à quel point

les difficultés financières chroniques, liées à un contexte de précarité du travail, rendent plus fragiles les conjoints et la relation amoureuse. Cette situation engendre un sentiment d'échec et une réaction d'isolement face à l'autre conjoint et à

l'entourage, ce qui est très pénible à vivre dans une société qui valorise l'image du jeune couple heureux et sans problèmes. La recherche a également permis d'identifier des démarches qui aident les jeunes à rompre l'isolement et à mieux vivre leurs amours dans un quotidien qui brise les rêves bien plus qu'il n'en appuie la réalisation. Dans l'article qui suit, Monique Tremblay — l'une des instigatrices de la recherche mentionnée — fait connaître les origines et hauts faits de l'étude conjointe.

Une recherche-action née de la vie

L'idée de mener une recherche-action portant sur le vécu amoureux des jeunes couples est née de deux observations tirées de notre travail avec de jeunes adultes, étudiants et travailleurs qui utilisent les ressources d'aide psychologique au Centre St-Pierre. Nous avons constaté qu'une majorité d'entre eux, hommes et femmes, consultent à la suite d'une séparation. De plus, nous avons appris avec ces jeunes que même si l'amour constitue un sujet de conversation privilégié d'humour et de farces, les difficultés amoureuses et les peines qui y sont liées demeurent le domaine privé du couple. Désireuses d'explorer davantage le vécu amoureux des hommes et des femmes âgés de 20 à 30 ans et vivant en couple, nous avons mis au point une démarche de recherche qui nous a permis de rencontrer les gens dans leur milieu spécifique.

Parmi les participants interrogés, on retrouvait des cégépiennes, des jeunes d'un groupe de travaux communautaires ainsi qu'une douzaine de couples de travailleurs et d'étudiants universitaires du quartier Hochelaga-Maisonneuve qui, une fois par mois, se réunissent pour se parler des hauts et des bas de la vie à deux. De plus, un animateur de pastorale qui organise des sessions de préparation au mariage à l'université de Montréal nous a fait part de ses observations réalisées dans le cadre de son travail. La collaboration de toutes ces personnes nous a aidé à voir plus clairement les difficultés que les conditions socio-économiques actuelles posent aux jeunes qui veulent vivre une relation de couple engageante et nourrissante.

Des projets remis au lendemain

Un des constats majeurs de la recherche indique que le désir amoureux et le goût d'être bien avec son partenaire s'enracinent difficilement dans une réalité socio-économique précaire et chronique. Les jeunes étudiants et travailleurs de 20 à 30 ans sont massivement confrontés à cette instabilité.

À la différence de leurs parents qui ont commencé leur vie de couple dans les années soixante et qui très tôt pouvaient aspirer à un emploi stable qui assurait leur survie, les jeunes travailleurs aujourd'hui

ne peuvent prétendre à de tels emplois avant de nombreuses années. Déployant l'essentiel de leurs énergies pour assurer leur survie matérielle dans une société qui leur présente l'abondance comme la norme, ces jeunes qui vivent en couple retardent souvent de plusieurs années la réalisation de projets personnels qui leur tiennent à coeur.

Il en est de même pour les projets à deux de détente, de loisirs, d'achat d'un logement ou d'une maison. Le désir d'enfant n'y échappe pas non plus. L'accumulation de ces délais de même que les tensions et l'insécurité, nées d'une situation d'instabilité économique prolongée, engendrent des frustrations qui à la longue peuvent miner le sentiment amoureux et décourager les partenaires. Toutes les personnes que nous avons rencontrées ont mentionné explicitement le poids qu'elles ressentent à la longue dans leur lutte pour joindre les deux bouts. Certaines d'entre elles assument cependant la responsabilité des insatisfactions qui en découlent, attribuant à elles-mêmes ou à leur conjoint la cause de leur souffrance sans y voir l'influence de leurs conditions de vie.

Le fait de prendre sur soi ou de faire porter sur le conjoint la responsabilité de sa pauvreté et des conséquences qui en résultent crée une dynamique d'isolement et même de désespoir dans laquelle les conjoints se sentent pris entre deux impasses: endurer sa souffrance ou mettre fin à la relation.

Nous nous sommes aussi intéressées aux conditions susceptibles d'aider les jeunes à rompre cet isolement et à chercher un support quand le quotidien devient trop lourd. Nous avons constaté que les jeunes qui veulent le faire doivent passer par-dessus les clichés que notre société véhicule au sujet des jeunes couples. Nous en avons identifié quelques-uns parmi les plus tenaces: le début de la vie à deux, c'est le meilleur de la vie à deux; le couple normal se doit d'être un nid d'amour harmonieux sans discussion ni dispute; des gens qui vivent des conflits et des confrontations ne s'aiment pas; les jeunes couples n'ont normalement pas de problèmes et leur vie à deux se déroule sans difficultés.

La persistance de ces clichés influence la perception que les jeunes, vivant en couple, ont d'eux-mêmes et de leur relation. Un premier effet de ces idées pré-

conçues est de confirmer que les conflits, les insatisfactions et les difficultés — qui font pourtant partie de toutes les relations humaines — sont le signe de l'échec du couple et de son anormalité. Cela vient aussi renforcer une notion très fortement ancrée dans notre culture selon laquelle la réussite et le bonheur dans la vie conjugale relèvent totalement du savoir-faire et de la responsabilité des deux partenaires, et en premier lieu de la femme.

Parler de sa vie de couple, c'est possible

La recherche nous a permis de découvrir des conditions que les jeunes se sont données pour briser leur isolement et pour obtenir du support dans leur vécu amoureux difficile. Ainsi, des hommes et des femmes d'un groupe de travaux communautaires ont développé, avec une intervenante du milieu, un climat de confiance dans lequel ils osent parler d'aspects plus souffrants de leur vie à deux. La stabilité relative du groupe, la disponibilité d'écoute manifestée par l'intervenante de même que la valorisation que les jeunes expérimentent dans l'équipe facilitent l'ouverture de soi sur les difficultés de la vie à deux sans que celles-ci ne soient interprétées comme des échecs. Le groupe de jeunes couples qui existe depuis deux ans a permis aux personnes participantes d'amorcer des changements dans leur relation amoureuse, à partir de l'échange des points de vue et des expériences de chacun et chacune. Le fait de parler du quotidien, à plusieurs, avec le souci de se soutenir et de dégager les aspects sociaux, culturels ou économiques communs aux vécus individuels permet de dépersonnaliser les difficultés et de libérer des énergies qui rendent possibles le changement.

À l'image de la loto 6/49, ces initiatives ne changent pas le monde, sauf qu'elles permettent à des personnes de se donner une meilleure prise sur leur relation de couple. Oser se parler à plusieurs dans un climat de confiance et de respect mutuel de son vécu de couple, c'est créer un espace de paroles dans lequel les individus peuvent lire leur histoire individuelle en lien avec la société dans laquelle ils vivent. Un tel espace de paroles peut s'avérer essentiel à la santé des amours à long terme... du moins pour ceux et celles qui ont le goût des amours qui, comme le cognac, mûrissent doucement. ■



La conjoncture justifierait le recours à la violence armée

Option non-violence en Haïti

entrevue avec RENAUD BERNARDIN
réalisée par GILLES DUGAL

Depuis son accession à l'indépendance en 1804, Haïti vit sous des régimes forts. Il y a toujours une faible participation des masses à la démocratie, la misère s'incrétant de plus en plus dans le pays. La violence armée serait justifiée. Un ancien professeur au collège de Lévis, maintenant retourné dans son pays, Renaud Bernardin en convient. «Mais nous ne pouvons briser le monopole de la violence étatique sans réduire au minimum le nombre de victimes». Le peuple haïtien veut un nouvel État bâti sur le droit. Renaud privilégie la voie démocratique pour y accéder.

«**S**eules l'armée et l'Église quadrillent l'ensemble du pays. La présence de l'armée s'est transformée en présence brutale, répressive. Celle de l'Église en influence. Maintenant que les militaires sont au pouvoir sans masque, ils se disent gouvernement militaire. Ils refusent toute influence qui puisse contrecarrer leurs vues, même celles de l'Église», nous affirme Renaud dans l'entrevue. L'émergence du peuple haïtien, de la société civile haïtienne, que l'Église accompagnait, subit un temps d'arrêt. Non seulement à cause de l'Église. D'autres secteurs de la société s'opposent aussi à la volonté du peuple de participer à tous les niveaux.

M. Bernardin est catégorique: «Le peuple haïtien ne peut passer l'éponge sur les 30 000 personnes victimes de la dictatu-

re. Les tortionnaires doivent rendre des comptes. L'État doit prendre en charge leurs procès et leur donner les meilleurs avocats. Le peuple haïtien ne veut pas pour autant de bain de sang ou d'holocauste». Recourir à la lutte armée pour libérer Haïti de la dictature n'est pas son choix. Sa préoccupation majeure à ce sujet: «Avons-nous les ressources humaines pour supporter la lutte à long terme et qui va être victimes dans cette lutte?»

Bâtir une alternative civile au militaire?

«Alphabétiser les gens est une précondition à tout ce qui doit venir» affirme Renaud. La possibilité de lire et d'écrire permettrait aux gens d'aller plus vite, de court-circuiter un certain nombre de choses. L'Église catholique a interrompu cet été les activités de la mission alpha. C'est la dernière décision, parmi plusieurs, de la Conférence des évêques haïtiens qui vise la reprise du contrôle sur sa base. Plusieurs organismes en Haïti jugent nécessaire la reprise de la mission alpha, par l'Église ou une autre organisation.

Le mouvement démocratique est bourré de trous. Les leaders politiques ont un langage nouveau mais des pratiques traditionnelles. Ils ne vont pas chercher le libre consentement des gens. Ils élaborent leurs programmes en vase clos, se font proclamer ou s'auto-proclament leaders. Aucun leader haïtien n'a d'assise parmi la population. Ceux qui ont quitté Haïti depuis dix ou vingt ans auraient avantage à marcher au rythme du peuple. Ils ont tous cédé à la tentation de le devancer.

Les partis politiques sont appelés à faire de l'éducation politique. Le mouvement démocratique est très jeune. Haïti n'a pas eu l'espace pour apprendre. «La culture politique des gens est une culture

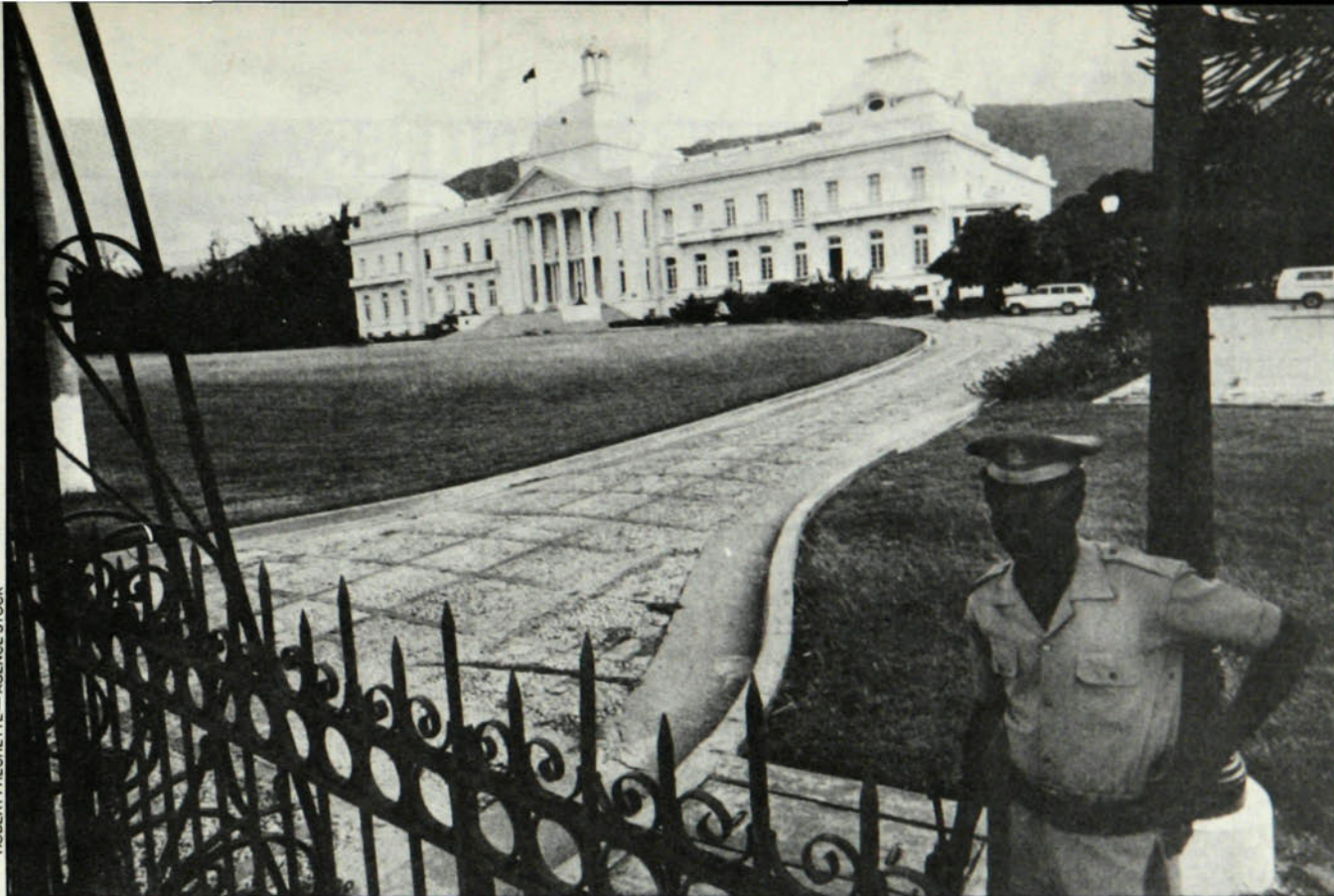
de violence où les gens sont forcés à survivre. C'est aussi une culture dépendante, axée sur la personne du leader plus que sur ses idées et sur un programme». Les gens doivent apprendre à vivre la démocratie dans la vie syndicale, dans les comités de parents, les coopératives et les structures ecclésiales.

Des structures nationales à instaurer

Plus de 80% des haïtiens sont paysans, ils se sont organisés dans le plateau central, le sud et le nord et malgré des restrictions non écrites sur le droit de réunion ils n'ont pas baissé la tête après les épisodes de Jean Rabel². Malgré tout ils n'ont pas de fédération nationale qui les regroupe. Les femmes — les jeunes — les ouvriers n'en ont pas plus. La riposte nationale en serait facilitée si un coin du pays était attaqué.

«Les femmes haïtiennes sont très radicales dans la lutte. Elles refusent même l'aide des féministes étrangères». Elles s'expriment sur des problèmes de société avec leur expérience de femmes. À l'armée qui a la gâchette facile, elles ont dit: «Vous n'avez pas donné la vie, comment pouvez-vous la prendre?» ou encore «Avez-vous pensé que vous aussi vous avez une mère?». Elles posent aussi des questions spécifiques — les soins, l'école pour tous et le fait qu'elles assument seules l'éducation des enfants et la survie du foyer.

Les jeunes Haïtiens et Haïtiennes sont aussi très actifs dans le processus de libération. Il y a certaines petites organisations locales. Elles manquent dramatiquement de moyens de communications entre elles, par exemple d'un journal. Les jeunes ont perdu récemment une bataille importante. Impliqués pour plusieurs



dans la lutte politique depuis plusieurs années certains ne se sont pas présentés au premier examen constitutif du baccalauréat en juin '87. Le président Manigat leur avait promis une session spéciale pour reprendre cet examen. Ils auraient pu terminer cette année leur bach en passant leur deuxième examen. Manigat a quitté le pays quelques semaines avant l'examen. Namphy a annulé cette session spéciale. Le dynamisme a été cassé, le prix de la lutte est lourd pour les jeunes.

Des événements peuvent les remobiliser. Il y a une forte montée anti-impérialiste actuellement en Haïti. Ils pourraient très bien subvertir le 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe-Colomb en 1992. Le culte de certains héros nationaux pourraient aussi aider. De même si on attendait à la vie du Père Aristide.

L'Église persécutée

«Depuis novembre 1987, l'Église haïtienne est persécutée. Lors du massacre du 29 novembre au moment des élections, l'Église a élevé la voix haut et fort. Cette prise de position a déplu à Namphy. À partir de ce moment, l'armée s'est permise d'attaquer l'Église. Si l'Église perd de son triomphalisme, de son prestige, Elle s'enracine davantage dans la vie et le cœur des personnes. C'est une mauvaise chose cette persécution? Du point de vue institutionnel oui. D'autres per-

sonnes se réjouissent qu'une portion de l'Église se soude davantage au peuple. Chaque fois qu'il y a eu convergence entre le mouvement démocratique et l'Église, ça donnait plus de force à la transformation en cours.

Une autre portion de l'Église semble s'éloigner du peuple. En Haïti comme partout dans le monde sous la gouverne de Jean-Paul II il y a reprise en main par l'institution de la vie ecclésiale. On réinterprète Vatican II. Dès le mois d'août '87, dans la lettre sur les communautés ecclésiales de base on voyait un rappel à l'ordre. Cela explique la répression dont les communautés ont été victimes dès ce moment.

Dans cette conjoncture Renaud, y-a-t-il tout de même de l'espoir?

«Ce n'est pas une question d'espoir ou de désespoir. Je ne me demande pas si je respire, je respire. Je ne me demande pas si la situation doit changer, elle doit changer. La situation est inhumaine, il y a même régression... Pour moi la motivation je la trouve aussi ailleurs... Mon espoir serait de voir la libération de mon peuple de mon vivant. Par réalisme il est plus probable que ce ne soit pas le cas.

Pourquoi alors continuer? Pour que mes enfants n'aient pas à faire ce que j'aurais dû faire. La question n'est pas d'espérer ou pas, c'est de faire ce qui doit être fait avec les gens qui veulent.

En toute sérénité je fais toujours un effort de lucidité. Dououreux parfois pour les gens autour de moi, pour ceux qui sont les cibles de cette réflexion et pour moi-même. C'est la seule chose que je sais faire, avec les risques que cela entraîne. On n'accepte pas qu'un des nôtres se trompe. Je n'ai pas d'armes, j'ai un stylo et du papier. C'est une condition qu'il faut que j'assume, sans vantardise. Sinon je me renierais moi-même. Mon être est tourné vers Haïti. Même si j'étais éjecté d'Haïti je continuerais à être le même. Mon ami Karl Lévesque³ m'a donné l'exemple». ■

1. Cet interview avec Renaud Bernardin a été réalisé le sept septembre dernier, avant le coup d'état qui a porté le général Prosper Avril au pouvoir dans la nuit du 17 septembre dernier. Est-ce un pas dans le processus de libération? En effet le général Avril était à Washington le jeudi avant le coup d'état. L'armée jugeait sûrement urgent la reprise de l'aide internationale.
- 2) Le déchouage d'officiers duvaliéristes les plus brutaux est un gain objectif. Ceci entre sûrement dans les vues des autorités américaines qui souhaiteraient une armée professionnelle solidement en selle à Port au Prince.
- 3) Un espace pour élargir les gains du mouvement démocratique est ouvert. Namphy, Regola et Romains ont quitté Haïti mais Jean-Claude Paul y est encore en autorité. On ne peut pavoiser...
2. Massacre de la population paysanne, en juillet '87, autorisé par des gens proches du pouvoir.
3. Jésuite haïtien très actif dans l'organisation politique de la diaspora (haïtiens, haïtiennes en exil) au Québec, décédé le 25 mars 1986.



Une première femme évêque dans la Communion anglicane

par JEAN ROBITAILLE
entrevue du père THOMAS RYAN par GILLES DUGAL

Pour la première fois de son histoire, l'Église épiscopaliennne, rattachée à l'Église anglicane, vient d'élever en septembre dernier une femme du diocèse de Boston à la dignité épiscopale. Ailleurs aux États-Unis, au Canada et en Nouvelle-Zélande, on s'appête à faire de même. De nouvelles voix discordantes se sont alors immédiatement faites entendre à l'intérieur de la Communion anglicane. À tel point que l'archevêque de Cantorbéry a dû condamner les individus qui protestaient contre cette élection.



GISELE TURCOT

Des femmes protestent par des chants (Université de Kent, 1er août '88)

Pourtant cet été, les évêques réunis à la Conférence de Lambeth semblaient avoir relevé le défi du maintien de l'unité de la Communion anglicane. Adoptant une position de compromis, la résolution invitait toutes les provinces à comprendre et respecter celles qui décideraient de consacrer des femmes à l'épiscopat. «Sans que ce respect n'implique l'acceptation des principes en cause, mais pour maintenir le plus haut degré possible de communion avec les provinces qui diffèrent d'opinion».

Selon le père Thomas Ryan, représentant officiel du Vatican à la Conférence, «l'ordination des femmes à l'épiscopat a mis en question les structures d'autorité à l'intérieur de la Communion anglicane». Porteuse d'un héritage très sensible à l'autonomie des Églises nationales, «la résolution ne permet pas de savoir si, d'un point de vue théologique, des femmes devraient être ordonnées évêques, mais elle demande plutôt si l'Église anglicane peut vivre avec cette décision en tenant compte de ses différentes convictions». Le débat théologique au niveau international sur la pertinence de l'ordination épiscopale des femmes viendra plus tard.

La vraie question qui se pose aujourd'hui, d'après le primat d'Irlande, «ce n'est pas l'ordination des femmes, c'est la gestion de son émergence dans la communion».

«La preuve du potentiel créateur des conflits»

Lors de son discours d'ouverture, le président de la Conférence, l'archevêque Runcie, déclarait: «la recherche qui vient va peut-être nous briser mais nous ne pouvons l'éviter parce qu'il s'agit là d'une question évangélique. (...) Il aura fallu que surgisse le conflit autour de l'ordination des femmes pour bien montrer les implications de notre communion. Voilà une preuve du potentiel créateur des conflits»¹

Faisant allusion à la discrimination faite à l'égard des Noirs, l'évêque de Washington, Mgr Walker invitait à son tour ses confrères, à «cesser de faire aux femmes ce que vous avez fait aux Noirs!»²

Ces paroles espérantes n'occulent toutefois pas l'agacement et les inquiétudes exprimés par d'autres évêques. Considérant leur mission comme ferment d'unité à l'intérieur de l'Église anglicane, ceux-ci redoutent de voir apparaître des femmes évêques qui symboliseraient la division.

Preuve de ces inquiétudes, près de 150 évêques (majoritairement des nord-américains) ont refusé à une occasion cet été de célébrer l'Eucharistie en solidarité avec les femmes prêtres de leur pays qui n'ont pas le droit de la présider en Angleterre. ■

1. Citation tirée d'un article de Gisèle Turcot publié dans le numéro d'octobre de **Relations**. Mme Turcot était présente à la Conférence de Lambeth.

2. Idem

Quelques points de repères...

- La Conférence de Lambeth a lieu à tous les 10 ans. Elle accueillait 525 évêques et leurs épouses ainsi que 35 membres du Conseil consultatif anglican, composé de laïcs et de prêtres.
- 70 millions de fidèles regroupés en 450 diocèses formant 28 provinces.
- 525 évêques venant de 164 pays, le 1/3 provient des pays du tiers-monde, 126 des États-Unis et 34 du Canada.
- 1 265 femmes prêtres dans la Communion anglicane dont 1 167 des États-Unis et du Canada.
- Il y a plus d'Anglicans au Nigéria qu'en Amérique du Nord.



Des Australiennes clament le droit des femmes à l'ordination. (Cantorbéry, 17 juillet '88)

Impacts ici...

Quels seront les impacts sur l'oecuménisme de l'ordination de femmes évêques par l'Église anglicane? Selon le père Ryan, cela pourrait causer quelques malaises dans les relations avec le Vatican mais ça ne compromettra pas le dialogue oecuménique. Et ici, au Québec et au Canada, l'Église catholique se sentira-t-elle conviée à plus d'audace?...

Réjeanne Martin, membre du collectif de théologues féministes **L'Autre Parole**, rappelle que les femmes n'aspirent pas à vivre le sacerdoce tel qu'il s'exerce aujourd'hui. «Nous devons d'abord démystifier «la peur des femmes» qui subsiste dans l'Église. On doit aussi susciter tout à la base, l'expérimentation de pratiques nouvelles, non-officielles qui retrouvent les symboles importants de notre tradition chrétienne.» Ces nouvelles pratiques devraient inspirer la redéfinition de nouveaux charismes et de nouveaux ministères.

Reconnaissant l'ouverture de certains évêques québécois «qui tiendraient possiblement un autre discours n'eut été du respect de la collégialité épiscopale», Réjeanne Martin croient qu'ils pourront à tout le moins aider à faire de la place pour autre chose. ■

Appels à la justice et à la dignité

L'agenda de la première semaine de la Conférence de Lambeth a été occupé presque entièrement par le débat sur l'ordination épiscopale des femmes. Par la suite, les évêques du tiers-monde ont élargi les débats à de multiples enjeux sociaux témoignant des cris de souffrances du monde d'aujourd'hui. Abordant les problèmes de violation des droits humains sous divers angles (tortures, discriminations raciales, oppressions nationales, exploitations économiques, etc.), la Conférence a cherché à répondre à ces appels à la justice et à la dignité.

Ayant en tête le conflit sud-africain, les évêques anglicans ont soulevé toute une controverse en Angleterre en adoptant une résolution acceptant le concept de résistance armée à la violence institutionnelle. Les évêques endossaient ainsi la résistance armée comme moyen ultime de libération d'un peuple opprimé alors qu'ils dénoncent d'autre part les actions jugées terroristes commises par l'IRA dans le conflit opposant catholiques et protestants en Irlande du Nord. ■

Vie Ouvrière a besoin de vous

Seule contre les éléments. Seule à résister contre l'ouragan des Super Hebdo, des Daily News, qui naissent en santé parce que «leur père en a de collé». La petite **Vie Ouvrière**, elle qui aura quand même 38 ans en janvier, est vraiment menacée.

L'Assemblée générale du 17 septembre dernier a décidé de faire une campagne de financement éclair auprès de nos abonnées et abonnés. Pour une revue, est-il des personnes plus proches, une base plus fiable?

D'ici le 30 décembre nous faisons appel à vos dons. Nous avons besoin de regarnir nos fonds. Ayant accumulé deux déficits d'opération de quelques milliers de dollars les dernières années, le vieux gagné a fondu au soleil.

Vous pouvez prendre l'engagement de devenir membre de VO pour trois ans:

- membre ordinaire: 10\$/ année
- membre honoraire: 25\$/ année
- membre émérite: 50\$/ année
- membre bâtisseur: 100\$/ année

Je vous remercie d'avance de votre réponse empressée. Je m'engage à vous faire parvenir un reçu, nous avons un numéro de charité.

Le projet de Vie Ouvrière

Il faut que **Vie ouvrière** vive. Elle vivra si toi, moi et nous, décidons d'investir dans ce projet d'information alternative. Si nous ne sommes pas vigilants, le sort de la **Vie en Rose**, de **Mouvements** et de **Révoltes** pourrait être le nôtre. Il n'y a pas d'autre revue nationale d'information alternative, populaire et chrétienne.

L'Assemblée générale a fait un pas de plus en cohérence avec son identité. Elle a décidé de resserrer les liens de **Vie Ouvrière** avec le milieu populaire. Au niveau du langage, d'accroître l'accessibilité de la revue. Au niveau des instances de la revue, d'y faire place majoritairement aux gens du milieu populaire et de favoriser leur formation en écriture.

Pourquoi en sommes-nous là?

Notre situation financière est précaire parce que les revenus baissent et les dépenses s'accroissent. Les revenus produits directement par la revue ne combinent pas les coûts de sa production. À cause de nos salaires? Depuis plusieurs années ils ne sont qu'indexés. Des candi-

dates et candidats intéressants n'ont pas postulé pour remplacer Martine D'Amours, précisément à cause du salaire.

Un redressement s'impose. Il est commencé: les dépenses étaient de 123 636\$ en 1988 — 125 074\$ en 1987 et de 118 030\$ en 1986. Trouver de nouvelles sources de financement est une urgence. Un comité de financement a été mis sur pied, différent du comité de promotion. Il commencera son travail avec des suggestions très intéressantes, à part la présente campagne: créer une fondation, faire appel aux syndicats, augmenter le coût d'abonnement, demander un PDE, formuler un projet de journalisme d'enquête, confier la vente de publicité à une agence.

VOTRE PARTICIPATION —
VOS SUGGESTIONS SONT BIENVENUES

GILLES DUGAL
directeur

Une équipe prête à faire des «malheurs»!

Vous avez craint de ne pas vous y retrouver?

Vous étiez habitués à une grande qualité d'information et de style.

C'est toujours inquiétant du remue-ménage à la rédaction d'un média! Aujourd'hui après trois mois d'incertitude je puis vous assurer de la continuité et du dynamisme de notre nouvelle équipe.

Yolande et Gilles assurent la continuité, Jean Robitaille rédacteur en chef adjoint, nous apporte la passion du militant et Josée Gauthier la petite dernière, notre rédactrice en chef, son expertise comme journaliste.

Josée est journaliste depuis huit ans. Surtout dans la région de Hull. Elle travaille à la radio et à la télévision. Rédactrice de la revue *Femme d'action* de la fédération nationale des femmes canadiennes



CLAUDE FILIATRAULT

françaises, elle approfondit sa démarche féministe. Sa formation académique en lettres, sa maîtrise de quatre langues enrichissent la revue. Josée pigiste en communication est une femme qui fait des choix. Elle a offert ses services entre au-

tes, à l'Association des auxiliaires familiales et sociales et à l'Association coopérative d'éducation familiale de l'est de Montréal.

Gilles Dugal directeur

SOIRÉE D'INFORMATION SUR LES ENJEUX DU LIBRE-ÉCHANGE

La revue Vie Ouvrière et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier organisent une soirée qui commencera par un panel composé de trois personnes. Elles feront une intervention de 20 minutes chacune pour ensuite répondre aux questions de la salle. Le panel sera composé de:

M. Henri Sader, économiste au Centre Justice et Foi et à la Revue Relations, chargé de cours à l'université Concordia; son intervention portera sur les mythes du Libre-Échange.

Mgr Gérard Drainville, évêque d'Amos; il traitera des questions éthiques de l'accord de Libre-Échange, comme par exemple l'impact sur l'agriculture, l'écologie et le tiers monde.

M. Jean Ménard, animateur au Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO); son intervention portera sur les effets du Libre-Échange sur les politiques sociales.

FACE À REAGAN, BRIAN SE DEVRA
D'AFFIRMER LA POSITION DU CANADA
CONCERNANT LE NICARAGUA, LES FLÛES
ACTES, LE LIBRE ÉCHANGE ETC....



Cette soirée aura lieu vendredi le
4 novembre 1988 à 19.00 heures
au 1212 rue Panet salle 203

Pas de réfugié-e-s sans feux!

Les réfugié-e-s font régulièrement la manchette de nos quotidiens: les Tamouls, les Turcs et plus récemment, les Panaméens. Au-delà du sensationnalisme de certains médias et des intentions gouvernementales de restreindre aux réfugié-e-s l'accès au pays, quelles sont les causes de l'arrivée de ces réfugié-e-s chez nous?

Comment le commerce mondial des armes dont le Canada est partie prenante, entretient-il la guerre et répression dans les pays du Sud?

Quelles conséquences la militarisation de l'économie génèrent-elles tant dans notre société que dans celles du Tiers-Monde?

Que faire pour contrer l'envahissement des valeurs guerrières et dénoncer les orientations militaristes de nos gouvernements?

"Pas de réfugié-e-s sans feux!"

- un document de vulgarisation de 28 pages faisant les liens entre la militarisation et les mouvements de réfugié-e-s;
- un document à l'intention des membres des groupes populaires, pacifistes, d'appui aux réfugié-e-s ou de solidarité internationale;
- un document de formation favorisant la réflexion et l'action en faveur d'une société pacifiste et accueillante envers les réfugié-e-s.



Prix: 4,00 \$

BON DE COMMANDE

Envoyez-moi _____ exemplaires de *Pas de réfugié-e-s sans feux!*

Ci-joint mon paiement de _____ \$ (frais de poste et de manutention en sus:
1 à 4 exemplaires: 1\$ l'exemplaire; 5 à 9: 0,65\$; 10 à 19: 0,40\$; 20 et plus: 0,20\$)

Facturez-moi

NOM ET/OU GROUPE: _____

ADRESSE: _____

TÉL: _____

RETOURNEZ CE COUPON À: Centre St-Pierre, réf. Dossier Réfugié-e-s

1212 Panet, Montréal, H2L 2Y7 Tél.: 5243561 #306

P.S. Faites votre chèque à l'ordre du Centre St-Pierre.



AU FONDS ... CA NOUS REGARDE

Les groupes populaires de la région de l'Outaouais organisent leur septième campagne annuelle de levée de fonds et ce du 21 octobre au 7 novembre 1988.

Par leurs pratiques en éducation populaire autonome, les groupes populaires développent la prise en charge c'est à dire que les membres des groupes et les personnes qu'ils rejoignent se donnent des moyens et des outils afin de transformer et d'améliorer leurs conditions de vie et de travail et celles de la population en général.

Cette prise en charge collective par 24 organismes oeuvrant dans différents secteurs : défense de droits, services et animation, se doit d'être reconnue et maintenue.



Je _____ souscrits à la campagne du Fonds Populaire de Solidarité de l'Outaouais pour un montant de _____ \$. Je désire un reçu d'impôt : oui ___ non ___

Envoyez le don à : Fonds Populaire de Solidarité de l'Outaouais
115 rue Carillon, Hull, Québec, J8X 2P8

Envoyer le reçu à : _____ (nom)

_____ (adresse)

**A NE PAS
MANQUER AUX
BELLES SOIRÉES...**

Les nouvelles religions au Québec

Les jeudis 24 novembre, 1er et 8 décembre
à 19:30

Invité: Richard Bergeron

Naissance de la population canadienne-française

Les mardis 22, 29 novembre et 6 décembre
à 19:30

Invité: Hubert Charbonneau

Haïti, en transition, vers quoi?

Les lundis 24, 31 octobre et 7 novembre
à 19:30

Invités: Serge Larose, Cary Hector

Frais pour chaque série: 25 \$

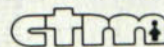
INFORMATIONS: 343-5863



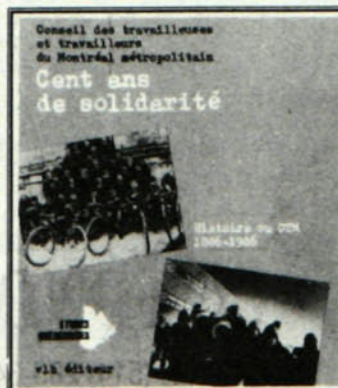
Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

Pour préserver nos acquis

**gagnés par des générations
d'hommes et de femmes
dont les espoirs,
le combat, les victoires sont racontés
dans l'histoire du**



En vente dans les librairies et au CTM
2100, Papineau, 2e étage
527.3666

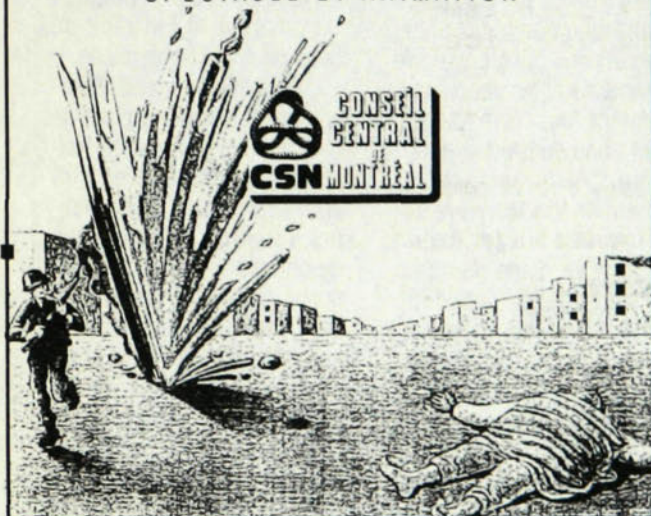


LA GUERRE N'EST PAS UN JEU

LE 29 OCTOBRE 1988

en marche pour la paix

RASSEMBLEMENT À 12H30
AU PARC LAFONTAINE
MONTREAL-COIN SHERBROOKE
ET CALIXA-LAVALLÉE
ARRIVÉE: CHAMP-DE-MARS
SPECTACLE ET ANIMATION



Video Femmes
Le Répertoire
88

Video Femmes vous offre son nouveau Répertoire 88. Films et vidéos de femmes touchant des thèmes tels: Art et création — éducation — histoire — santé — sexisme — société — travail — violence.

Certaines vidéos sont également disponibles en version anglaise et espagnole.

Pour recevoir notre Répertoire, communiquer avec Video Femmes au:

56, St-Pierre, local 203
Québec (Québec)
G1K 4A1
Tél.: (418) 692-3090

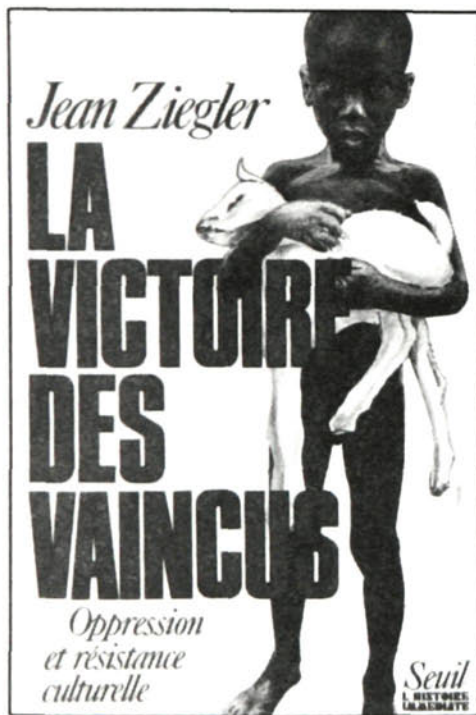
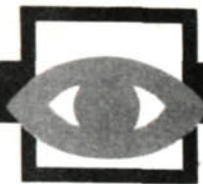
LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)



RÉDUISEZ
VOS IMPÔTS
-80%
REER +40%

LE FONDS *Créateur* D'EMPLOIS

Montréal (514) 285-6400 / Québec (418) 622-3258 / Sans frais 1-800-361-7111



Les victoires amères

Est-il utile de présenter Jean Ziegler? Ce professeur de sociologie à l'Institut d'études et de développement de Genève est aussi député socialiste au parlement de la Confédération Helvétique. Son oeuvre, fort importante, compte des ouvrages qui ont, lors de leur parution, soulevé intérêt et polémique. Mentionnons, entre autres, *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, *Main-basse sur l'Afrique et Vive le pouvoir!* ou *les délices de la raison d'État*.

On peut dire de Ziegler que c'est un socialiste cohérent, qui semble ne pas avoir sombré dans l'opportunisme politique qui marque une quantité importante de roses fanées, telle la variété Broad-bent et autre NPD.

Donc, Ziegler est capable de révolte et de vérité. Cette qualité est trop rare aujourd'hui chez les ténors de l'Internationale socialiste pour qu'on ne la souligne pas lorsque l'on croit la discerner chez quelqu'un.

Dans son dernier ouvrage, *La victoire des vaincus*, Ziegler tente de démontrer qu'au-delà de l'oppression, les peuples du Tiers-monde sont porteurs d'une éthique qui n'a rien à envier à l'occidentale, toute branchée sur la productivité et d'une culture qui possède un fort potentiel révolutionnaire.

Bien sûr, on pourrait faire grief à l'auteur d'une relative complaisance dans la valorisation de certaines dimensions des cultures tiers-mondistes. Mais cela occulterait l'intention de l'essayiste qui est de nous faire connaître d'autres visions

du monde et reconnaître notre aveuglement à vouloir à tout prix laminer des différences porteuses de très grandes richesses.

Celles et ceux qui s'interrogent sur ce qui se passe ailleurs que dans leur cour, celles et ceux qui croient que les sociétés et les peuples ne devraient pas être jugés qu'à l'aune du produit national brut, vous lectrices et lecteurs de *Vie Ouvrière* auriez intérêt à lire *La victoire des vaincus*. Sans doute en retirerez-vous beaucoup d'enseignements, mais aussi le goût de lire d'autres ouvrages d'un auteur qui ne négocie pas avec sa conscience.

Jean Ziegler, *La victoire des vaincus*, Paris, Seuil, 1988, 246 p.

Henri Lamoureux, 20 septembre 1988

Guerre et peur

Une guerre. Une guerre comme il y en a des dizaines dans les pays du Tiers-monde.

Nous sommes en Angola en 1975. C'est la décolonisation portugaise. Le pays est laissé aux convoitises de divers groupes politiques. Pour un *camarada* (c'est ainsi que s'appelaient les rebelles de gauche) ou un *irmao* (ce qui signifie «frère» et qui permettait aux rebelles de droite de se reconnaître), on tuait.

L'Angola était livré à la peur. Le journaliste Ryszard Kapuscinski qui était le cor-

respondant de l'Agence de presse polonaise à Luanda l'a vécu au rythme du pays en crise. Dans son livre *«D'une guerre à l'autre»* publié récemment en version française¹ aux éditions Flammarion, il fait récit de cette peur qui l'a tenaillée.

Ça n'a rien du grand reportage écrit sous une pluie de balle par un journaliste fraîchement débarqué et qui, après s'être pris une chambre à l'hôtel, s'être changé de chemise, s'être rasé, est sorti voir cette guerre de plus près pour repartir chez lui, le lendemain. Non, le récit de Kapuscinski est celui d'un homme qui se perd dans une guerre sale. Dans une guerre où le front est partout et nulle part et qu'il a soudainement repérée par l'«odeur inhumaine des corps en décomposition». «Le monde contemple le grand spectacle du combat et de la mort qui lui est finalement difficile d'imaginer car l'image de la guerre n'est pas communicable, ni par la plume, ni par la voix, ni par la caméra. La guerre n'est une réalité que pour ceux qui la vivent de l'intérieur et en voient l'aspect sanglant, effroyable. Pour les autres, c'est les pages d'un livre, des images sur un écran, rien de plus», écrit-il. Les éventuels lecteurs sont donc humblement avisés.

Raymond Lemieux, écologiste et journaliste-pigiste

1. Kapuscinski, Ryszard, *D'une guerre à l'autre*, Édition Flammarion (1988) 164 p.

L'éducation à la paix et aux droits humains: une arme pour un monde meilleur!

« Déclarer la paix, réclamer nos droits »

Cahier d'intervention pédagogique sur la
paix et les droits humains.

Bon de commande

S.V.P. me faire parvenir copie de *Déclarer la paix,
réclamer nos droits* au coût de 5,00 \$ l'unité.
Ci-joint _____ \$.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Centre de documentation

Centrale de l'enseignement du Québec
2336, chemin Ste-Foy, C.P. 5800
Sainte-Foy G1V 4E5



Centrale
de l'enseignement
du Québec

D-9183

L'école privée est-elle d'intérêt public?

Les présentes données sur l'école privée, colligées et analysées par Jocelyn Berthelot, chercheur à la CEQ, révèlent une situation inquiétante à plus d'un titre. On assiste, depuis le milieu des années soixante-dix, à une reprivatisation de l'éducation au Québec: l'État finance de plus en plus généreusement un réseau privé qui s'enracine et affronte les grandes orientations données par la société québécoise à son système d'éducation depuis la Révolution tranquille.

Cela soulève des questions majeures pour l'avenir de notre société.

Bon de commande

S.V.P. me faire parvenir copie de *L'école privée est-elle d'intérêt public?* au coût de 5,00 \$ l'unité. Ci-joint _____ \$.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Centre de documentation

Centrale de l'enseignement du Québec
2336, chemin Ste-Foy, C.P. 5800
Sainte-Foy G1V 4E5



Centrale
de l'enseignement
du Québec



Pour un avenir à notre façon

"La mission quotidienne de la CSN demeure la défense et la promotion des intérêts de nos membres et aussi de celles et ceux qui, sans être membres, partagent la même situation; l'amélioration de leurs conditions de travail et de salaire et de leur qualité de vie; la bonification, enfin, des lois et règlements par nos propositions, nos revendications, nos actions."

Gérald Larose, président
(Extrait du discours d'ouverture
du 54e congrès de la CSN - juin 1988)



**PARTOUT
AU
QUÉBEC**

CHANDLER

(Gaspésie-Ile de la Mad.)
165, rue Commerciale ouest
Chandler G0C 1K0
(418) 689-2294

CHICOUTIMI

(Saguenay Lac St-Jean)
73, rue Arthur Hamel sud
Chicoutimi G7H 3M9
(418) 549-9320

DRUMMONDVILLE

480, rue St-Jean
Drummondville J2E 5L6
(819) 478-8158

GRANBY

371, rue St-Jacques
Granby J2G 3N5
(514) 372-6830

HAUTERIVE

(Côte-Nord)
999, rue Comtois
Haute-riève G5C 2A5
(418) 589-2069/589-2608

HULL

(Outaouais)
84, rue Lois
Hull J8Y 3R4
(819) 771-7447

JOLIETTE

(Lanaudière)
190, rue Montcalm
Joliette J6E 5G4
(514) 759-0762

MONTRÉAL

1601, ave. de Lorimier
Montréal H2K 4M5
(514) 598-2021

QUÉBEC

155, boul. Charest est
Québec G1K 3G6
(418) 647-5700

RIMOUSKI

(Bas St-Laurent)
124, rue Ste-Marie
Rimouski G5L 4E3
(418) 723-7811

SEPT-ÎLES

690, boul. Laure,
Suite 10
Sept-Îles G4R 4N8
(418) 962-5571

SHAWINIGAN

791, 5e rue,
CP 7
Shawinigan G9N 6T8
(819) 536-4433

SHERBROOKE

180, rue Acadie
Sherbrooke J1H 2T3
(819) 563-6515

SOREL

900, rue de l'Église
Tracy J3R 3R9
(514) 743-5502

ST-HYACINTHE

(Richelieu-Yamaska)
2425, rue Dessaulles
St-Hyacinthe J2S 2V2
(514) 774-5363

ST-JEAN

(Haut-Richelieu)
1025, boul. du Séminaire Nord
suite 200
St-Jean-sur-Richelieu J3A 1K3
(514) 348-4965

ST-JÉRÔME

(Laurentides)
289, rue de Villemure, 2e étage
St-Jérôme J7Z 5J5
(514) 438-4196

THETFORD-MINES

908, avenue Labbé
Thetford-Mines G6G 2A8
(418) 338-3159

TROIS-RIVIÈRES

550, rue St-Georges
Trois-Rivières G9A 2K8
(819) 378-5419

VAL D'OR

(Nord-Ouest québécois)
400, rue des Distributeurs
CP 1390
Val d'Or J9P 4P8
(819) 825-6137

VALLEYFIELD

(Sud-Ouest québécois)
350, boul. Mgr Langlois
Grande Île J6S 4V3
(514) 371-5555

VICTORIAVILLE

(Bois-Francs)
110, rue Laurier Est
Arthabaska G6P 6R1
(819) 357-8257

LANORAIE

356, rue Notre-Dame
CP 460
Lanoraie J0K 1E0
(514) 887-2336